

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ASSISTANCE

PAR

LA COLONISATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 24 mai 1901, à 10 heures

PAR

MAURICE RAVIDAT

Président : M. ESTOUBLON.

Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, } professeurs.
{ SOUCHON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ASSISTANCE

PAR

LA COLONISATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 24 mai 1901, à 10 heures

PAR

MAURICE RAVIDAT



Président : M. ESTOUBLON.

Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, } professeurs.
SOUCHON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

D E

L'ASSISTANCE PAR LA COLONISATION

INTRODUCTION

« L'ivraie vint à pousser dans un bon pré. Pour s'en débarrasser les propriétaires du pré se mirent à la faucher et naturellement elle n'en repoussa que plus dru. Or, un sage et bon propriétaire du voisinage, rendant visite aux possesseurs du pré, leur donna maint conseil et, entre autres, celui de ne pas faucher l'ivraie, sous peine de la voir par là même se propager, mais de l'arracher avec la racine. »

C'est ainsi que débute une parabole de Tolstoï.

L'Assistance publique ressemble à ces mauvais propriétaires. Elle est pleine des meilleures intentions, mais elle se contente, elle aussi, de détruire momentanément le mal sans chercher à en faire disparaître la cause. A mesure que les possesseurs du pré fauchent l'ivraie, celle-ci croît plus belle et plus tenace, à mesure que l'Assistance publique distribue des secours, la

pauvreté se multiplie. Elle n'anéantit pas la misère, elle l'entretient.

L'aumône est immorale et humiliante. Elle est immorale parce que celui qui la reçoit ne l'a méritée par aucun effort ; elle est humiliante parce qu'il a fallu la demander et ne rien donner en échange. Elle est en outre, dans la plupart des cas, inutile, si ce n'est pour les enfants, les vieillards ou les infirmes. Le malheureux a plus besoin d'ouvrage que de bons de soupe ou de vêtements. Donner du travail à tous les hommes valides, c'est leur donner du pain, c'est supprimer les pauvres. L'assistance par le travail est la seule efficace.

Beaucoup l'ont compris qui ont fondé, à côté de l'assistance officielle et impuissante, des sociétés charitables dont le but est justement de procurer de l'ouvrage à ceux qui n'en ont pas. Malheureusement, le nombre d'emplois est limité et la production ne peut dépasser la consommation.

Mais il est, en dehors de la métropole, une autre France, quatorze ou quinze fois plus grande que la première et qui manque de bras, celle-là. Si, sur le continent, des hommes souffrent faute d'ouvrage, au delà des mers des terres souffrent faute d'hommes. Pourquoi ne pas y utiliser les forces improductives de notre pays ? L'assistance actuelle est insuffisante, le peuplement de nos colonies est encore à tenter, pourquoi ne pas unir ces deux nécessités, pourquoi, à côté de l'assistance par le travail, ne pas créer l'assistance par la colonisation ?

Les difficultés que rencontrerait l'exécution d'un pareil projet sont grandes, il ne faut pas se le dissimuler. On ne peut coloniser, en effet, sans beaucoup d'argent et sans des hommes jouissant d'une parfaite santé de corps et d'esprit. Mais ces deux choses se trouvent et, après avoir vu dans quelle mesure l'Assistance publique actuelle soulage la misère et de quelle façon l'État protège la colonisation, nous passerons en revue les différentes tentatives d'assistance qui ont été faites aux colonies, nous chercherons les défauts qui les ont fait avorter et verrons enfin si le rêve est réalisable, qui consisterait à fonder en un seul ces deux devoirs : l'assistance et la colonisation.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555620_0007

PREMIÈRE PARTIE

ASSISTANCE

CHAPITRE PREMIER

L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

Dépenses de l'Assistance publique ; nombre des indigents. — Fonctionnement de l'assistance officielle. — L'assistance dans les campagnes. — Bureaux de bienfaisance. — L'assistance légale en Angleterre et en Allemagne. — L'Assistance publique à Paris.

I

Les dépenses publiques d'assistance dépassent actuellement 250 millions par an.

Avec ce budget, plus de trois millions de personnes, d'unités plutôt, car les mêmes individus peuvent être assistés plusieurs fois par le même établissement ou par des établissements différents, plus de trois millions d'unités sont secourues annuellement. On peut s'en rendre compte par la statistique suivante des personnes

secourues pendant l'année 1898 dans les divers services d'assistance (1).

Bureaux de bienfaisance	1.416.601
Etablissements publics divers d'assistance, reconnus d'utilité publique ou autorisés, autres que les hôpitaux, hospices, asiles d'aliénés, etc.	156.838
Assistance médicale gratuite à domicile	634.508
Assistance médicale gratuite dans les hôpitaux de rattachement	63.766
Hôpitaux	594.941
Etablissements hospitaliers d'infirmes, vieillards, incurables	92.235
Asiles d'aliénés	85.331
Enfants assistés.	124.123
Total	<u>3.168.343</u>

Ces trois millions de personnes assistées ne donnent pas le nombre d'indigents qu'il y a en France ; le chiffre en est, d'ailleurs, difficile à apprécier. On peut s'en faire une idée approximative d'après le tableau ci-dessus et d'après le suivant donnant le nombre de personnes privées de ressources et inscrites pour cette même année 1898 sur les listes municipales d'assistance médicale.

0 à 14 ans, sexe masculin :	206.282
— sexe féminin	212.794
15 à 59 ans, sexe masculin	269.334
— sexe féminin	311.667
60 ans et plus, sexe masculin	143.649
— sexe féminin	174.338
Total	<u>1.318.064</u>

(1) Statistique annuelle des mouvements de la population et des institutions d'assistance, publiée par le ministère du commerce.

On ne possède pas les dépenses de cette année 1898 puisque la dernière statistique officielle des dépenses, publiée en 1900 par M. Henri Monod, se rapporte à l'année 1896, mais les dépenses publiques d'assistance ayant été, en 1896 de 243.527.215 fr. 42, on peut soutenir hardiment qu'en 1898 les dépenses ont atteint au moins 250 millions et qu'elles dépassent ce chiffre aujourd'hui, surtout si l'un songe qu'en 1885, ces mêmes dépenses n'avaient été que de 184.121.099 fr. 19 et qu'en onze ans l'augmentation a été de 60 millions.

Il n'est pas question ici de rééditer les critiques dont l'Assistance publique est journellement l'objet, ni de chercher si tous ces millions sont bien ou mal employés. Nous voulons croire, au contraire, qu'il est difficile de mieux faire, surtout en ce qui concerne les enfants, les malades et les vieillards, c'est-à-dire les seules catégories d'indigents auxquelles l'assistance est due en principe, ainsi que l'a reconnu M. Henri Monod, directeur de l'Assistance et de l'hygiène publiques, dans son rapport à M. le Président du Conseil du 19 mars 1900 sur les dépenses de l'Assistance publique. Dans ce rapport, M. Monod s'est déclaré partisan de la formule édictée par le Conseil supérieur de l'Assistance publique et par le congrès d'assistance de 1889 : « L'assistance publique est due, à défaut d'autre assistance, à ceux qui *se trouvent dans l'impossibilité physique* de subvenir aux nécessités de l'existence. »

La seule question qui intéresse notre sujet est celle-

ci : l'assistance actuelle est-elle suffisante pour diminuer la misère et combattre le paupérisme ?

Pour cela, voyons d'abord comment elle fonctionne.

II

Un principe domine tout. L'assistance est communale et facultative ; elle est, pour l'Etat, non une obligation légale mais une simple obligation morale. Il y a trois exceptions à cette règle. L'assistance est obligatoire et départementale pour les enfants assistés, les orphelins et les aliénés ; elle est, en outre, obligatoire depuis la loi du 15 juillet 1893, pour les malades.

Cette loi de 1893 dont l'article 1^{er} déclare que : l'assistance médicale est due à « tout Français malade privé de ressources » est un événement important dans l'histoire de la bienfaisance, car elle fait pénétrer plus avant dans la législation le principe de l'obligation en matière d'assistance. Chaque commune possède ou doit posséder à présent un bureau d'assistance médicale soignant les malades à domicile ou payant leur séjour dans les hôpitaux. De ce fait la dépense s'est fort accrue puisque, en 1885, la médecine gratuite avait coûté seulement 1.210.686 francs, tandis qu'en 1896 les frais s'étaient élevés à 6.257.500 fr. 14 pour atteindre 7 millions en 1897. Mais, d'après M. Henri Monod, grâce à cette loi, on avait soigné en 1895, 120.564 malades qui ne l'eussent pas été sans elle et le nombre des malades

avait encore augmenté en 1896, de 78.257 et, en 1897, de 32.000.

Ces dépenses, si considérables qu'elles soient, on ne doit pas les regretter, car elles n'ont pas seulement un intérêt d'humanité et de justice, elles sont pour la nation un profit très réel. Ce sont des dépenses rémunératrices, pourrait-on dire, car, secourir les femmes en couches, sauver les enfants de l'abandon et de la mort, guérir les hommes valides, tout cela préserve un capital, précieux pour le pays, de vies humaines et fécondes.

III

Il y a donc, ou plutôt, il doit y avoir un bureau d'assistance médicale par commune, mais il s'en faut de beaucoup que toutes les communes possèdent un bureau de bienfaisance. N'étant tenues d'aucune obligation envers leurs pauvres, elles peuvent ne voter aucun crédit, si bien que l'assistance rurale n'existe pour ainsi dire pas. On trouve des manifestations isolées de bienfaisance, mais rien qui constitue un ensemble. Par suite, de grandes différences se rencontrent suivant les lieux.

Le principal organe de l'assistance est le bureau de bienfaisance créé par la loi du 7 frimaire an V et qui ne peut être fondé s'il ne justifie d'un revenu d'au moins 50 francs. Le nombre des bureaux croît bien un peu chaque année, mais leurs ressources financières sont très modiques ; quelques-uns même ne fonctionnent pas,

faute d'argent. Ainsi, en 1871, 644 n'avaient aucune ressource et 301 seulement dépensaient plus de 10.000 francs par an.

Voici la progression du nombre des bureaux de bienfaisance depuis 70 ans :

1833.	6.277 bureaux	
1848.	9.336	—
1871.	13.367	—
1883.	14.485	—
1884.	14.760	—
1887.	15.250	—

Ils tirent leurs ressources :

1° Des revenus de la dotation ;

2° Du produit des droits attribués et notamment de la taxe des pauvres et d'une partie du prix des concessions de terrains dans les cimetières ;

3° Des dons et legs ;

4° Des subventions de la commune, du département ou de l'État.

Dans les villes, il y a un droit des pauvres très fort, d'importantes subventions municipales — à Paris elle dépasse 20 millions (exactement 23.892.182 fr. en 1900) — la charité privée y est énorme, — à Paris elle atteint 25 millions par an — mais dans les petites communes il n'y a rien de tout cela, de sorte que, pour les populations rurales, la charge des dépenses communales d'assistance n'est en moyenne que de 0 fr. 40 par habitant, tandis qu'elle est, pour les 11 villes ayant plus de

100.000 habitants, de 4 fr. 52 par tête et pour les 397 autres villes, de 2 fr. 12.

De plus, la charité privée est bien faible au village et les aumônes en argent sont rares ; la misère y est beaucoup moins bien traitée qu'à la ville. Il est juste aussi d'ajouter que l'indigence y est moindre et moins profonde. Le paysan a peu de besoins ; l'ouvrier agricole est nourri et logé, la femme ou les enfants peuvent conduire la chèvre ou la vache au pâturage commun, ramasser du bois mort dans la forêt ou glaner dans les champs ; or, par le glanage, un enfant peut ramasser en un mois trois ou quatre hectolitres de blé. Du reste, les départements agricoles ne comptent qu'un indigent sur 14 habitants, tandis que les départements industriels en comptent 1 sur 8 habitants. Mais il ne faut pas oublier que les malheureux désertent volontiers les villages pour les villes, ou même qu'on les y envoie s'il faut en croire M. Cheysson lorsqu'il écrit : « On sait des maires qui ont payé le transport en chemin de fer à leurs incurables pour les déverser sur la capitale et en décharger ainsi leur commune. » L'expérience semblerait le prouver, puisqu'à Paris le plus grand nombre des indigents inscrits est né hors du département de la Seine. En 1885, sur 47.627 chefs de ménage inscrits sur les registres de l'Assistance publique, on en comptait 10.796 nés dans la Seine, 33.644 en province et 3.187 à l'étranger.

Les bureaux de bienfaisance distribuent :

1° Des secours en nature (aliments, combustibles,

vêtements, traitement médical, frais de sage-femme, de vaccination, d'inhumation);

2° Des secours en argent, dont une grande partie pour les loyers ;

3° Des secours moraux et préventifs (crèches, salles d'asile, travaux et ateliers de charité).

Dans chaque bureau existe un registre où sont inscrites toutes les personnes qui reçoivent des secours, lesquelles, régulièrement devraient justifier d'un an de résidence dans la commune, d'après la loi du 24 vendémiaire an II encore appliquée par la jurisprudence. Du reste, l'assistance étant, comme on le sait, facultative, nul recours n'est possible. Depuis la loi de 1851, il n'y a besoin de justifier d'aucune condition de domicile pour être admis dans les hôpitaux.

Chaque année, les départements mettent à la disposition des préfets une certaine somme destinée au soulagement des besoins les plus urgents, somme qui vient ainsi s'ajouter aux ressources et donations ordinaires. Mais là encore, comme dans tout ce qui a rapport à l'assistance, se rencontre une grande variabilité de régime et nous voyons, en 1896, l'Eure dépenser pour ce chapitre 28.938 francs, soit 8 fr. 49 par habitant, tandis que la Drôme n'a dépensé que 900 francs (0, 02 par habitant), et les Landes 265 fr. 50 (0.08 par habitant). Ces secours d'extrême misère servent d'ailleurs surtout à masquer l'insuffisance ou l'absence d'assistance régulière.

Comme nous le disions plus haut, il n'y a donc aucune cohésion entre les différents départements et même entre les différentes communes, aucune idée d'ensemble, aucune égalité. Un autre exemple peut encore le démontrer. En 1885, 33 départements n'avaient pas de dépôt de mendicité ; en 1896, ce chiffre s'était élevé à 43 ; dans ces départements, par conséquent d'après l'article 274 du Code pénal, la mendicité ne pouvait être punie.

L'assistance communale est certes la plus rationnelle et la meilleure pour les secours ordinaires ; dans chaque commune les indigents sont connus et les aumônes viennent de ceux auprès desquels ils vivent ; mais le nombre des bureaux devrait être augmenté et, suivant le vœu du Conseil supérieur de l'Assistance publique, plusieurs communes devraient se réunir pour former des bureaux de bienfaisance susceptibles de donner des résultats appréciables.

Toutefois l'on ne conçoit guère, comme assistance organisée et capable de détruire certains abus, qu'une organisation départementale. Elle seule pourrait par exemple, empêcher la superposition des secours ou enrayer la mendicité. Un exemple célèbre est celui de M. de Magnittot qui administra pendant dix ans la Nièvre sous l'Empire, et montra ce que peuvent une volonté unique et une coordination des forces dans un rayon déterminé. Son département était la proie des mendiants. On en comptait 4.222 en 1855, prélevant un tri-

but que l'on peut, sans exagération, évaluer à 1 franc par jour et par tête, ce qui donne 1.544.030 francs par an. Il imagina une souscription à laquelle participèrent tous ceux qui étaient les victimes habituelles et désignées des mendiants et pria les habitants de son département de ne plus donner à l'avenir aucune aumône en espèces. La souscription annuelle atteignit le chiffre de 242.382 francs, c'est-à-dire le sixième environ de ce que la mendicité coûtait au pays les années précédentes. Il arriva, que, malgré cette grande économie réalisée, les mendiants disparurent totalement du département. Voilà ce que peut la charité organisée.

IV

En Angleterre et en Allemagne l'assistance est légale ; la loi reconnaît à l'indigent un droit à l'assistance ; mais, en revanche, elle peut aussi obliger les malheureux à travailler dans des établissements spéciaux (*workhouses* en Angleterre). Ce ne sont pas nos ateliers de charité ni nos institutions d'assistance par le travail car là, dénégalion de toute idée de charité, le travail a un caractère pénal. L'indigent, dans ces *workhouses* doit être suffisamment malheureux pour n'y venir qu'à la dernière extrémité. Cela est enfantin et revient à dire qu'on veut dégoûter les pauvres de la misère ; ils n'ont pas besoin pour cela des *workhouses* dont ce système les détourne sans les tirer de la pauvreté.

Les paroisses en Angleterre, et c'est une excellente chose, se réunissent par groupe de 20 à 25 en *Unions de paroisses*, dépensant en moyenne de 100.000 à 200.000 francs par an dans les campagnes et un million dans les villes. Cet argent provient de la taxe des pauvres dont sont frappés les propriétaires et locataires d'immeubles situés dans l'*Union*. Cette taxe pèse assez lourdement sur les contribuables anglais puisqu'elle revient à 8 fr. 85 par tête, alors qu'en France la part des dépenses d'assistance demandée à l'impôt est de 2 fr. 04 par tête et par an.

V

C'est un décret, portant règlement d'administration publique, du 15 novembre 1875, qui régit l'Assistance publique à Paris. Il y a un bureau de bienfaisance par arrondissement et les employés, nommés visiteurs, constatent la situation des indigents qui sollicitent l'entrée à l'hôpital ou à l'hospice. Ce service ambulante a partagé Paris en zones bien délimitées que connaissent à fond leurs agents habituels. A la tête de chaque zone se trouve un administrateur qui se fait aider par des commissaires et des dames de bienfaisance. Les bureaux ne sont pas subventionnés directement par la municipalité comme en province, mais par l'Assistance publique.

Les recettes de chaque bureau de bienfaisance comprennent :

« 1° Les produits des dons, donations et legs qui lui ont été faits ;

« 2° La part proportionnelle à la population indigente de l'arrondissement, qui est attribuée au bureau dans le produit du bien des pauvres, centralisé au budget de l'Assistance publique ;

« 3° La part attribuée au bureau dans la subvention votée par le conseil municipal et inscrite au budget général de l'Assistance publique ;

« 4° Le produit des tronc, quêtes, collectes et fêtes de bienfaisance.

« 5° Le produit de tous les dons recueillis par les maire, adjoints, administrateurs, commissaires et dames patronnesses (art. 15). »

Les personnes à secourir comprennent deux catégories : les indigents et les nécessiteux. Les indigents, pour recevoir des secours annuels, doivent être inscrits sur la liste annuelle qui comprend « les personnes de nationalité française domiciliées à Paris depuis trois ans au moins, incapables par leur âge ou leur invalidité de pourvoir à leur subsistance par le travail, ainsi que les femmes veuves, séparées, divorcées ou abandonnées, ayant des charges exceptionnelles de famille et qui remplissent les conditions ci-dessus de nationalité et de résidence (art. 21).

Les indigents sont tenus de déclarer les secours permanents qu'ils reçoivent d'institutions charitables autres que l'Assistance publique.

Les nécessiteux ne sont secourus que temporairement ; ils comprennent les individus valides ou malades qui ne peuvent momentanément pourvoir à leur subsistance ou qui, étant inscrits comme indigents, ont besoin de secours exceptionnels.

Les secours sont généralement distribués en argent et exceptionnellement en nature.

Enfin, « les bureaux de bienfaisance sont autorisés à s'entendre avec les sociétés d'assistance par le travail, à l'effet de substituer autant que possible, les secours en travail aux secours en argent » (art. 28).

Auparavant les secours en nature étaient préférés aux secours en argent, mais les malheureux se défaisaient à vil prix de ces dons en nature qu'ils vendaient à des revendeurs spéciaux, véritables usuriers des pauvres.

Paris dépense ainsi annuellement plus de 60 millions pour ses pauvres et chaque Parisien y contribue pour environ 16 fr. 50 ; c'est le même taux à peu près qu'à Londres.

Mais nous ne nous sommes occupé jusqu'ici que des indigents en général ; or, il est, parmi eux, une classe particulièrement intéressante et que vise spécialement notre sujet, c'est celle des indigents valides dont nous allons parler.

CHAPITRE II

LES INDIGENTS VALIDES.

Indigents valides : leur nombre. — Inutilité et immoralité du secours provisoire. — Le nombre des indigents ne diminue pas, les dépenses d'assistance augmentent. — Nécessité de suppléer à l'insuffisance de l'assistance publique.

I

En France, la classification officielle des indigents comprend trois catégories de personnes pouvant recevoir des secours annuels :

Les personnes atteintes d'infirmités ou de maladies chroniques ;

Les vieillards (âgés en général de plus de 70 ans) ;

Les orphelins âgés de moins de 13 ans.

Elle admet, en outre, à des secours temporaires « les personnes qui se trouvent dans des cas d'indigence momentanée, en particulier par suite de blessures, de maladies ou de couches ». On se trouve, avec cette dernière catégorie, en présence de personnes qui, par suite de causes multiples — et entre autres du chômage — sont obligées d'avoir recours à la charité publique mais sont capables, en temps ordinaire, de gagner leur vie.

Ce sont des indigents valides, des nécessiteux suivant le langage officiel.

Leur nombre est considérable. On peut en juger par le tableau suivant faisant la distinction entre les différentes classes de malheureux secourus par les bureaux de bienfaisance pendant l'année 1898 (1).

Indigents de moins de 60 ans.	Valides	Hommes	233.841
		Femmes.	263.394
		Enfants.	492.087
	Infirmes	Hommes	51.411
		Femmes.	56.194
		Enfants	17.798
De plus de 60 ans		Hommes.	123.283
		Femmes.	178.593

Soit un total de 1.416.601 personnes. En 1897 le chiffre avait été de 1.431.687, c'est-à-dire supérieur.

Sur ce million et demi d'individus se rencontrent donc 497.235 hommes et femmes valides qui ont eu besoin de secours pour des causes accidentelles. Ces secours les ont aidés momentanément, mais il est bien certain qu'ils ont dû bien souvent avoir recours par la suite aux bureaux de bienfaisance. Ce sont ces 500.000 personnes que l'assistance actuelle est impuissante à soulager.

« Depuis soixante ans, écrit M. de Watteville, dans un rapport sur la situation du paupérisme en France, que l'Assistance publique à domicile exerce son initia-

(1) Statistique annuelle des mouvements de la population et des institutions de bienfaisance ; ministère du commerce, 1900.

tive, on n'a jamais vu un seul indigent retiré de la misère et pouvant subvenir à ses besoins par les moyens et à l'aide de ce mode de charité. Au contraire, elle constitue souvent le paupérisme à l'état héréditaire. Aussi voyons-nous aujourd'hui inscrits sur les contrôles de cette administration les petits-fils des indigents admis aux secours publics en 1802. »

On a souvent cité l'exemple de cette famille de New-York qui a complé jusqu'à cinq générations successives d'indigents, et a coûté à la Société 7.500.000 francs d'après le calcul fait par un spécialiste et rapporté par M. Teissier du Cros au Congrès international d'assistance de Paris en 1889.

II

Tout individu qui reçoit un secours habituel devient nécessairement un paresseux et ne compte plus sur lui-même ; il s'en remet à la charité publique et s'ingénie à la solliciter de multiples manières. Il travaille à sa façon, seulement c'est un travail improductif et cet état de choses aboutit nécessairement à la superposition des secours, les professionnels de la mendicité recevant de tous les côtés et par tous les moyens. M. Vée, maire de l'ancien V^e arrondissement de Paris, dit, dans une brochure parue en 1845, et intitulée : *Du paupérisme et des secours publics de la Ville de Paris*.

« Essayez de vous approcher de ces groupes de nécessiteux qui assiègent les portes de la maison de se-

cours et d'entendre les discours qui s'y tiennent. Si c'est avant la distribution on s'excite mutuellement à tenter la pitié du commissaire, on compte ce qu'on espère obtenir de lui. Si c'est après, on maudit sa lésinerie si on ne se livre pas à des propos plus odieux. » Les choses n'ont guère changé depuis.

L'objet d'une assistance bien entendue est, non de donner un secours temporaire et qu'il faudra renouveler souvent, mais de placer le secouru hors de besoin pour l'avenir. Cela est peut-être fort difficile à réaliser, mais il n'est pas moins vrai que, dans l'état actuel, l'individu qui, par suite de circonstances dont il peut n'être pas responsable est sans ouvrage, n'a d'autre ressource que de mendier ou de se faire arrêter comme vagabond. Or, sur une moyenne de 60.000 individus conduits au poste de police, ceux qui ont été arrêtés pour vagabondage ou mendicité figurent pour un tiers.

« La plupart de ceux-là, dit M. Maurice Faure, dans un projet de loi ayant pour objet la création de maisons de travail, sont des malheureux sans travail et sans abri, de pauvres gens qui n'ont pas eu de gîte le soir et qui n'ont pas trouvé de place dans les asiles de nuit ou qui ont épuisé les trois jours réglementaires accordés dans ces établissements... On les arrête et on les relâche une fois, deux fois, et jusqu'à cinq fois ; puis on les retient, on les livre au Parquet et on les condamne à huit jours de prison. Ils sont ensuite envoyés au dépôt de mendicité et y restent pendant quelque temps pour

en sortir aussi incapables de se suffire et aussi dénués de ressources qu'auparavant, dès que le léger pécule qu'ils ont gagné a été dépensé.

« La même cause produisant les mêmes effets, le dénuement de ces malheureux amène une seconde condamnation, puis une troisième et jusqu'à cinq dans une même année. Les voilà, en quelque sorte, obligatoirement récidivistes. »

Deux enquêtes faites à Boston en 1881 et à New-York en 1885, montrent l'intérêt qu'il y aurait à bien cataloguer les nécessiteux et à donner, non un secours, mais du travail à ceux qu'on en jugerait dignes.

On a trouvé qu'en une année à Boston.

11 0/0 des indigents étaient dignes d'un secours continu ;

20 0/0 des indigents étaient dignes d'un secours temporaire ;

52 0/0 des indigents étaient dignes de travail ;

17 0/0 des indigents étaient indignes d'être secourus.

A New-York les chiffres étaient à peu près les mêmes. Donc, suivant le fonctionnement de l'assistance et l'intelligence des secours, la moitié des nécessiteux dans ces deux villes devait rester continuellement à la charge de l'Etat ou, au contraire, être soustraite à la misère et diminuer d'autant le nombre des indigents.

III

Ce nombre en France, est stationnaire depuis 50 ans.

Il y avait en 1850 un indigent sur 19.38 habitants.

—	1856	—	16.59	—
—	1863	—	16.94	—
—	1866	—	17.12	—
—	1874	—	16.16	—
—	1880	—	18	—
—	1898	—	16.70	—

Par contre, les dépenses d'assistance augmentent d'année en année. Les tableaux suivants, que nous empruntons au rapport de M. Monod sur les dépenses publiques d'assistance pendant l'année 1896, le prouvent d'une façon saisissante.

ANNÉES	Ensemble des dépenses.	Dépenses payées au moyen des ressources propres des établissements publics, des fondations et des ressources du pari mutuel.	Dépenses à la charge des contribuables autres que les habitants de Paris.	Dépenses à la charge des habitants de Paris.
1885.....	184.121.099 23	102.462.348 04	49.905.588 47	31.753.167 72
1896.....	243.527.215 42	127.658.017 95	73.698.857 12	42.170.340 35
Augmentation.	32.26 pour 100	24.59 pour 100	47.67 pour 100	32.80 pour 100

Moyenne par tête d'habitant des dépenses payées par les contribuables.

1885.....	{ France moins Paris	1.60	13.54
	{ Paris.....		
1896.....	{ France moins Paris	2.04	16.62
	{ Paris.....		
Augmentation.....		0.44	3.08

Le nombre des indigents ne diminue donc pas et les dépenses augmentent. Cet état de choses fâcheux prouve qu'il y a un vice grave dans l'organisation actuelle. Le budget de l'Assistance publique est du reste régulièrement en déficit, et depuis 1879 il ne s'est trouvé que deux années, 1888 et 1889, où les dépenses n'ont pas excédé les recettes. Ce déficit, de 1884 à 1898 a atteint 12.670.547 fr. 17.

La 3^e section du Congrès international d'assistance de 1900 a établi, pour les indigents valides, une classification rationnelle ; elle les a distingués en :

Professionnels de la mendicité ;

Chômeurs involontaires ;

Nécessiteux ayant un travail insuffisamment rémunérateur.

Ce sont ces deux dernières catégories qu'il faut retirer de la misère où les bureaux de bienfaisance les entretiennent, et qui sont la cause en partie de l'augmentation croissante des dépenses.

De lui-même alors le problème se pose. Il est dans la nation des individus, hommes et femmes, que la mauvaise chance, l'état social actuel, la maladie, le chômage, le trop grand nombre d'enfants ont réduits à la misère. Leur distribuer de temps en temps de l'argent, des vêtements ou des fagots ne les retire pas de leur dénûment. La semaine, le mois, l'année d'après ils solliciteront inéluctablement un nouveau secours et perpé-

tuellement ils seront une charge pour la nation. Ils retirent ainsi à chacun une part de son gain, ils consomment et ne produisent pas. Comment les soulager et faire disparaître en même temps le danger qu'ils constituent pour la société, comment, une fois que le secours leur a été donné, ne plus avoir à le renouveler, comment voir la diminution du nombre des pauvres amener une diminution des dépenses?

L'assistance privée a déjà répondu par l'organisation de l'assistance par le travail, nous y ajouterons l'assistance par la colonisation.

CHAPITRE III

L'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL.

L'assistance par le travail. — Son but. — Les services qu'elle est appelée à rendre. — A qui elle est due. — Son fonctionnement. — Revue des principales œuvres d'assistance par le travail de France. — A l'étranger. — La colonie de la Chalmelle. — Insuffisance fatale de l'assistance par le travail. — Son complément par l'assistance par la colonisation ; tentative anglaise de 1834.

I

L'assistance par la colonisation doit être, selon nous, un prolongement de l'assistance par le travail, laquelle en serait un rouage essentiel puisque c'est à elle que reviendrait le rôle de faire une sélection parmi les indigents et de désigner ceux qui seraient aptes à devenir des colons. Nous consacrons donc un chapitre spécial à l'assistance par le travail.

Elle a pour but de venir en aide aux malheureux qu'une circonstance fortuite, principalement le chômage, a plongés dans la misère. Elle substitue le bon de travail à l'aumône, laquelle n'est due qu'aux invalides. Plus de secours à qui ne l'a mérité par un labeur quelconque. Les lignes suivantes que j'emprunte à un article de M. Cheysson signalent le mal et le remède :

« Le chômage est la source caractéristique la plus fréquente de la misère dans les sociétés modernes où les populations industrielles se développent de jour en jour. Il est pour l'ouvrier ce qu'était la mauvaise récolte pour le paysan, à cette différence près que la famine était accidentelle tandis que le chômage sévit à l'état endémique. Mon ami M. Moron, ancien directeur de l'Office du travail, a calculé que le chômage atteindrait tous les ans en France un ouvrier sur trois et condamnerait à l'inaction le dixième environ de la population ouvrière.

« L'absence du travail est donc le plus souvent à la racine de la misère contemporaine. Comme par le passé, nous avons des malades, des infirmes, des mendiants et des vagabonds ; mais nous avons à nous — comme trait original — le chômage involontaire qui pose le problème de la misère sous une forme toute spéciale et appelle une médication nouvelle.

« C'est précisément ce besoin qui a fait la raison d'être et la fortune de l'assistance par le travail. Elle constitue le remède adéquat au mal en apportant du travail à qui souffre de n'en pas avoir. Elle est venue juste à son heure et répondait à la logique de la situation : de là son succès et ses rapides développements. »

L'assistance par le travail est juste. Nul n'a le droit de venir retirer aux autres une part du gain qu'ils ont légitimement acquis, nul ne doit rien recevoir de la société s'il ne lui donne rien en échange.

Elle est humanitaire. Les malheureux intéressants que les mauvaises chances de la vie ont vaincus peuvent ainsi reprendre leur place de travailleurs et patienter en attendant une place.

Elle est morale. Elle n'humilie pas l'indigent et lui laisse l'illusion de compter encore parmi les hommes utiles.

Elle est nécessaire, car elle permet de faire un choix parmi les pauvres et de désigner ceux qui sont vraiment dignes d'intérêt.

Bien employée, elle diminuera le nombre des mendiants professionnels et finira peut-être par les faire disparaître tout à fait. Tendre la main est encore, en effet, une profession moderne fort lucrative ; des parents y préparent leurs enfants dès l'âge le plus tendre et, de même que dans la bourgeoisie, on dit d'un être encore au berceau : « Il sera avocat ou médecin ou ingénieur », de même, dans la mansarde, d'autres prédisent à leur fils : « Tu seras mendiant ». Il arrive parfois que l'espoir est déçu, que l'enfant montre peu de dispositions pour cette carrière libérale ; dépités alors, les parents l'envoient à l'école communale et le font entrer ensuite dans les bureaux de la Ville grâce aux protections d'un conseiller municipal ; mais ils ne veulent plus le voir, il est rayé de la famille.

Certains mendiants sont des dilettantes et les maires des villes du littoral de la Méditerranée le savent bien. Ceux-là, en hiver, vont donc dans le Midi. Ils séjour-

nent quelque temps à Cannes par exemple et, quand ils y sont « brûlés », ils obtiennent de la municipalité, trop heureuse de se débarrasser d'eux, un billet pour Antibes ou toute autre ville ; de là, par le même moyen ils vont à Saint-Raphaël, puis à Nice. L'été, ils font Aix, Vichy ou Trouville ; ils aiment voyager. D'autres sont des Parisiens de race, ils se vantent de n'avoir jamais été plus loin que Suresnes, et encore les jours de Grand Prix. Il leur faut l'asphalte et le pavé de bois du boulevard, la sortie des bals de l'Opéra, et le théâtre, le dimanche, en famille. Ils connaissent à merveille, par exemple, la topographie du Paris charitable, ils émarquent chez M. de Rothschild et chez M. de Schickler ; ils sont inscrits au ministère de l'intérieur, à la préfecture de police et au bureau de bienfaisance.

Eh bien, ce sont ces mendiants trop habiles, ces exploiters des vrais pauvres que l'assistance par le travail doit faire disparaître. Mais il faut, pour cela, que nous perdions nos mauvaises habitudes et que chaque fois qu'un mendiant valide nous tend la main, nous lui donnions, non une aumône, mais un bon de travail. Jusqu'à présent la plupart des pauvres préfèrent mendier que travailler puisque cela rapporte davantage tout en fatiguant moins, mais quand l'éducation des âmes charitables sera faite il n'en sera plus de même et le jour est proche, où la mendicité sera, elle aussi, un métier fini.

Il ne faut toutefois pas exagérer l'importance de

l'assistance par le travail ; elle ne doit être que provisoire. Elle est là pour parer aux effets du chômage ou d'un manque de travail momentané, elle ne peut donner du travail pour la vie ; les salaires qu'elle distribue ne seraient du reste pas suffisants et il faut qu'il en soit ainsi ; si le salaire était plus rémunérateur il dispenserait l'assisté de chercher une place. On lui offre un ouvrage facile, à la portée de tous en échange duquel il reçoit une petite somme, suffisante pour lui assurer le logement et la nourriture et pour lui permettre d'attendre une place. Les œuvres d'assistance par le travail sont en effet d'excellents bureaux de placements gratuits, assurant aux assistés, après un certain stage, un emploi leur permettant de n'être plus des déclassés.

L'assistance par le travail est due, d'après une note adressée aux administrateurs des bureaux de bienfaisance par le comité de *l'assistance par le travail du XVI^e arrondissement*, à quatre catégories d'individus :

1° Aux gens qui se trouvent momentanément désespérés par le chômage et les maladies et qui sont en situation de rentrer dans le courant du travail normal ;

2° A ceux qui, arrivés à un certain âge, ne trouvent plus un travail permanent et reviennent de temps à autre demander aide à l'ouvroir ou à l'atelier ;

3° Aux gens tout à fait âgés qui répugnent cependant à manger le pain qu'ils n'ont pas gagné et veulent travailler jusqu'à ce que les forces leur manquent tout à fait ;

4° Aux valides de passage que le bon de travail oblige à faire un effort pour gagner le secours qui leur a été donné.

L'assistance officielle a compris toute l'intelligence de ce mode de secours et le parti qu'elle pouvait en tirer, puisque, comme nous l'avons vu, l'article 28 du règlement de l'Assistance publique à Paris autorise les bureaux de bienfaisance à s'entendre avec les sociétés d'assistance par le travail auxquelles ils envoient beaucoup d'indigents. Par la distribution de bons de travail, les bureaux réalisent une économie de 60 0/0 puisqu'ils ne remboursent à l'œuvre que ceux qui ont été utilisés ; tous les autres constituent donc un profit net qui n'aurait pu se produire si le secours avait été donné en argent ou en nature.

II

Le fonctionnement des sociétés d'assistance par le travail est très simple et très logique. Elles distribuent à leurs associés, moyennant un prix fixé, des bons de travail. Ceux-ci sont des sortes de chèques conférant à leur porteur la faculté d'entrer dans l'atelier de travail soit sans enquête, soit après enquête et à la condition de se soumettre au travail prescrit. Ces ateliers reçoivent aussi les indigents non pourvus de bons qui viennent leur demander de l'ouvrage, et ce sont même ceux-là, paraît-il, qui sont le plus dignes d'intérêt. L'argent encaissé par la vente des bons sert à augmenter

le salaire payé aux assistés. Le bon coûte donc quelques sous à celui qui le donne, mais rapporte à celui qui le reçoit, grâce à son travail, une rémunération qui représente dix, vingt fois et plus ce qu'il a été payé. C'est donc une aumône intelligente.

Il y a trois catégories d'œuvres. Les unes sont de simples externats ; elles ouvrent un atelier et distribuent de l'argent ou des bons de logement et de nourriture (*Œuvres des VIII^e, XVI^e et XVII^e arrondissements* de Paris).

Les secondes sont des externats surveillés, qui contrôlent l'hospitalisation de leurs assistés au moyen de bons de logement donnant accès dans des garnis déterminés en rapport avec la direction (*Union d'assistance du VI^e arrondissement*).

Les troisièmes sont des internats complets avec des ateliers, des dortoirs et des réfectoires (*Œuvre de l'hospitalité du travail ; Maison hospitalière du D^r Robin*).

Les travaux qu'on y exécute sont, bien entendu, très simples, de débouché facile, ne demandant qu'une matière première peu coûteuse et un matériel restreint. Les travaux les plus répandus sont la fabrication des margotins, la confection des bandes de journaux, la fabrication des sacs et des cornets de papier, le pliage du papier, le nettoyage des fusils, le dépeçage des vieux corsets, etc. A la *Société d'assistance par le travail du XI^e arrondissement* on employait les assistés au dégarnissage des vieux culots de lampes électriques, mais cet

ouvrage a été supprimé, car les culots ne contenaient plus assez de platine. On s'y est adonné alors au travail du *corozo* ou ivoire végétal, fruit d'un palmier-cocotier de l'Equateur avec lequel on fait des boutons.

III

En 1900, il y avait en France 71 œuvres d'assistance par le travail, 31 à Paris et 40 dans les départements. Mais l'élan est donné et de tous côtés se multiplient les sociétés de ce genre. Nous allons passer en revue les principales. La plupart du reste étaient représentées à l'Exposition universelle de 1900. Nous verrons en même temps les résultats fort appréciables que certaines avaient obtenus à la date du mois d'octobre 1900.

A Paris, nous trouvons :

La *Société d'assistance par le travail des VIII^e et XVII^e arrondissements* (17, rue Salneuve). Pour hommes et femmes. Fondée en 1890. N'hospitalise pas ses assistés, mais leur distribue une soupe gratuite pendant l'hiver.

Salaire : 0 fr. 75 pour trois heures de travail.

En 1899, elle a distribué plus de 45.000 francs de secours.

Assistance par le travail, fondation Mamoz (170, faubourg St-Honoré). Pour hommes et femmes. Fondée le 2 juin 1871.

A distribué plus de 12.000 francs de salaires ou de

secours pendant l'année 1899 et 1.543.941 francs depuis sa fondation.

Union d'assistance par le travail du VI^e arrondissement (14 bis, rue de Montparnasse). Pour hommes et femmes. Fondée en 1892 par M. Defert. Nourrit et loge ses assistés.

Elle prolonge assez longtemps l'assistance sans quoi, dans l'idée de ses organisateurs, le système nouveau n'est qu'une simple transformation morale de l'aumône et ne peut aider au relèvement des miséreux.

Elle a tiré d'affaire 80 0/0 de ses assistés.

Union d'assistance du XVI^e arrondissement (mairie du XVI^e ; atelier, 7, avenue de Versailles ; ouvroir 55, rue de la Pompe). Pour hommes et femmes. Pas d'hospitalisation.

Admission par bons ou sur simple présentation. Les assistés admis sans bons représentent 78 0/0 du total.

Salaire à l'atelier : 2 francs pour 8 heures.

Pendant l'année 1898, l'*Union* a donné du travail à l'atelier à 1.087 individus et donné 13.591 francs de salaires. Sur ce millier d'assistés 72 seulement ont été placés soit d'eux-mêmes, soit grâce à l'*Union*.

Elle a secouru depuis sa fondation 11.597 personnes sur lesquelles 1,055 ont trouvé ensuite un emploi, et distribué plus de 110,000 francs de secours dont 93.000 sous forme de salaires.

Maison hospitalière pour les ouvriers sans asile et sans travail (36, rue Fessart). — Fondée en 1880. Hospitalisation.

C'est peut-être le modèle des œuvres d'assistance par le travail.

Tout travailleur valide doit gagner sa nourriture et son logement au bout de trois ou quatre jours.

Travail : les margotins.

Budget annuel : 20 à 22.000 francs avec lesquels elle hospitalise plus de 14.000 indigents.

Société d'assistance du II^e arrondissement. — A placé, en 1899, 258 personnes.

Refuges Benoist-Malon et Nicolas Flamel. — Reçoivent sans aucune formalité pendant trois ou quatre nuits les gens sans domicile.

Le refuge *Nicolas Flamel* (207 lits) comprend aussi un atelier d'assistance où le séjour réglementaire est de 20 jours et qui a, de 1894 à 1899 inclusivement, donné du travail à 7.259 ouvriers qui ont touché comme salaire 112.581 francs.

Les femmes ont des ateliers spéciaux d'assistance.

Ouvroirs-ateliers pour les ouvrières sans travail. — Trois ouvroirs : 129 bis, rue Saint-Charles, 39, rue Doudeauville et 9, rue Saint-Paul.

Depuis sa fondation l'œuvre a secouru 2.631 ouvrières auxquelles elle a payé 70.269 francs.

Asile Georges Sand (2, rue Stenahal). — Inauguré le 4 janvier 1894; comprend 96 lits et 20 berceaux. Hospitalise pour 3 ou 4 jours la femme avec ses enfants qui est ensuite transférée au *Refuge-ouvroir Pauline Roland*.

A hospitalisé depuis sa fondation 17.466 femmes dont 9.000 de 15 à 30 ans.

Refuge-ouvroir Pauline Roland (rue Fessart). — Inauguré le 17 juillet 1890. Comprend 157 lits, 21 d'enfants et 19 berceaux.

Salaire : 0 fr. 20 à 0 fr. 60 par journée de travail outre le logement, la nourriture et les vêtements.

A hospitalisé 12.496 femmes dont 8.000 de 15 à 30 ans. La plus grande partie (6.412) étaient des domestiques. Les autres professions les plus représentées sont les journalières, cuisinières, blanchisseuses et femmes de chambre.

Asile temporaire pour femmes protestantes (48, rue de la Villette). Fondé en 1888. Hospitalisation.

Admission sur présentation d'une carte donnée par une sociétaire.

Budget de 1899 : 8.450 francs.

La nourriture d'une femme revient à 0 fr. 70 par jour à l'asile.

Ouvroir du V^e arrondissement (11, rue du Val-de-Grâce). — Fondé en 1871 par Mme de Pressensé. Fournit du travail aux femmes à domicile. Budget annuel : 30.000 francs environ.

Dans les départements, citons :

LYON. — *Hospitalisation par le travail* (59, rue Louis Blanc). — Pour hommes. Fondée le 1^{er} août 1890. Hospitalisation.

Travail : margotins.

L'œuvre a hospitalisé 1.100 indigents en 1899, plus de 10.000 depuis sa fondation sur lesquels elle en a placé 2.358.

Assistance des femmes par le travail. — Fournit de la couture à domicile ou à l'ouvroir. S'occupe du placement des ouvrières assistées.

Budget annuel : 20 à 25.000 francs.

L'œuvre a secouru, en 1899, 319 femmes sur lesquelles elle en a placé 220.

MARSEILLE. — *Assistance par le travail de la ville de Marseille.* — Pour hommes et femmes. Fondée en 1891. Pas d'hospitalisation. Admission par bons ou sur présentation d'un certificat de chômage délivré par le patron ou le syndicat professionnel.

Salaire, uniquement en argent : 1 franc au maximum par jour.

Budget de 1899 : 44.500 francs.

CHARTRES. — *Maison d'assistance par le travail pour le département d'Eure-et-Loir.* — Hospitalisation. Pour hommes. Fondée en 1896. Peut recevoir 30 assistés à la fois.

Ce qui distingue cette maison de travail c'est l'hospitalisation prolongée. Après 10 jours d'épreuve, l'hospitalisé doit signer un engagement de *six mois*. Avec cette méthode, 53 pour 100 des assistés ont été placés ou sauvés. Quelque chose d'analogue existe à l'*Union d'assistance par le travail du VI^e arrondissement* à Paris.

Une statistique intéressante est celle qui donne le

métier des assistés. Or, en 1877, sur 79 hospitalisés on a relevé 25 manœuvres et journaliers, 14 garçons de ferme ou jardiniers, 22 cordonniers, tailleurs ou exerçant un métier ; les autres n'avaient pas de profession déclarée.

MELUN. — *Œuvre de l'assistance par le travail*. — Fondée en 1892. Pour hommes et femmes.

Travaux : triage de chiffons, bandes d'adresses, cannage de chaises, jardinage, corvées diverses.

Salaire journalier : 1 fr. 25 en moyenne.

ROUEN. — *Œuvre de l'assistance par le travail*. — Pour hommes et femmes. Fondée en 1892. Pas d'hospitalisation. Admission par bons. Nourriture contre remboursement.

Salaire : 1 franc au maximum.

En 4 ans elle a reçu 5.897 assistés ayant fourni 34.888 journées de travail payées 33.573 francs.

Les assistés sont restés en moyenne à l'atelier : 7 journées en 1893, 6,45 en 1894, 6 en 1895 et 4 en 1896.

Peu de placements.

LE HAVRE. — *Société d'assistance par le travail*. — Pour hommes et femmes. Fondée en 1894. N'hospitalise pas l'assisté, mais la nourriture est payée sur le salaire.

Salaire : 1 fr. 10 par jour en moyenne.

Budget annuel : 35.000 francs environ.

Dans bien d'autres villes on trouve des œuvres sem-

blables : à Bordeaux, Amiens, Perpignan, Caen, Limoges, Nancy, Nantes, Nîmes, Pau, Toulouse, Tours, Valence, Versailles, etc.

Il existe à Paris un Comité central des œuvres d'assistance par le travail qui distribue des bons utilisables dans les différentes maisons de travail de la capitale. Il en met à la disposition de la préfecture de police, du ministère de l'intérieur, de différentes œuvres philanthropiques. Quand les bons sont distribués avec discernement, *60 pour 100* de ceux qui les ont reçus vont à l'établissement de travail ; en cas contraire, le plus grand nombre ne s'en sert pas.

En 1899 la préfecture de police a donné 510 bons à 182 sollicitateurs, sur lesquels 207 (40.58 0/0) ont été utilisés ; le ministère de l'intérieur en a distribué 357 sur lesquels 248 (69.45 0/0) ont été utilisés. Ce sont des proportions fort honorables.

Voici du reste un tableau des bons du Comité central utilisés dans les principales œuvres d'assistance par le travail durant l'année 1899, avec la source d'où ils proviennent.

	BONS UTILISÉS DISTRIBUÉS PAR					TOTAL
	préfecture de police	Œuvres des journaux	Comité central	Ministère de l'intérieur	Adhérents	
Maison hospitalière de la rue Fessart..	60	55	43	43	5	146
Assistance par le travail du XVI ^e arr. (avenue de Versailles)	126	4	78	207	9	424
Assistance par le travail des VIII ^e et XVII ^e arr.).....	14	8	10	24	40	96
Ouvroirs-ateliers pour femmes.....	6	5	4	1	3	22
Assistance par le travail du VI ^e arr....	1.	1	1	»	3	6
TOTAL GÉNÉRAL.....						694

Il ne faut pas oublier non plus la *Société des visiteurs pour le relèvement des pauvres* qui fait de la belle besogne. Elle s'est donné pour tâche de relever ceux qu'un des multiples accidents de la vie a jetés dans une gêne passagère et qui, réduits à leurs propres forces, risquent de glisser définitivement dans la misère. Elle fournit des places à ceux qui n'en ont pas et qui sont capables de gagner leur vie par le travail.

La Société a secouru :

En 1896, 136 familles dont 43 tirées d'affaire

1897, 198	—	45	—
-----------	---	----	---

1898, 276	—	77	—
-----------	---	----	---

IV

A l'étranger, l'assistance par le travail est aussi très répandue. Sans entrer dans le détail des différentes œuvres, nous pouvons consacrer quelques lignes à chaque pays.

En Belgique, les valides momentanément sans travail sont envoyés dans la maison de refuge de *Wortel*. Ils y reçoivent un salaire dont sont déduits les frais d'entretien et ils y restent jusqu'à ce qu'ils aient pu se constituer un capital d'attente suffisant.

A *Hœrem*, près de Bruxelles, l'initiative privée a fondé une colonie ouvrière libre où se pratique la fagoterie et les travaux agricoles.

En Allemagne, les maisons de travail constituées pour la répression de la mendicité et dont la plus célè-

bre est celle de *Rummelsburg*, près de Berlin, emploient les mendiants valides punis d'arrêts, soit dans les ateliers de menuiserie et de cordonnerie, soit dans les champs d'épandage des eaux d'égout.

Les stations de secours entretenues aux frais des communes n'offrent le logement et la nourriture que contre une certaine quantité de travail. Les colonies agricoles, fondées par des associations reconnues d'utilité publique, gardent les colons assez longtemps pour achever leur cure de relèvement moral. Le séjour y est volontaire ; les sommes gagnées — 0 fr. 20 à 0 fr. 50 par jour — sont inscrites au crédit des colons et servent à couvrir les frais d'achat de vêtements et d'outils qui sont donnés aux colons qui le méritent dès qu'ils sont placés.

En Suisse, des stations de secours fonctionnent sur le même modèle.

Dans les Pays-Bas, les colonies de travail d'*Ommerchans* et de *Veenhuizen* emploient les mendiants condamnés à la culture ou au travail manuel. Trois colonies fondées par la grande *Société néerlandaise de bienfaisance* occupent, dans leurs 2.100 hectares, 1.800 travailleurs valides qu'elles élèvent peu à peu à la dignité de fermiers libres.

V

Une œuvre d'un genre tout particulier est la colonie de *La Chalmelle* (Marne) que la Ville de Paris a créée

pour recevoir les nombreux ouvriers agricoles qui viennent demander aide et asile aux bureaux de bienfaisance de la capitale. Elle ramène à la campagne les ruraux qui s'étaient égarés à la ville.

Cette colonie, inaugurée en 1896 est grande de 128 hectares ; elle peut recueillir 60 colons à la fois ; au début elle n'en pouvait contenir que 25. Tout indigent, de 25 à 45 ans, qui possède des notions de travaux agricoles est donc envoyé, après une rapide enquête, à la Chalmelle où il est logé, nourri, habillé et blanchi, où il touche un salaire de 0 fr. 50 par jour et où il peut rester jusqu'à ce qu'une place lui soit offerte. C'est donc aussi un bureau de placement. Les agriculteurs des environs ont même pris l'habitude de s'adresser à la colonie. Ils n'ont du reste pas à s'en plaindre, puisque 20 à 25 0/0 des assistés placés restent dans leur place.

Le nombre des entrées, depuis la fondation, était, au 30 octobre 1900, de 850 dont 700 colons admis pour la première fois et 150 pour la deuxième. Les résultats sont excellents ; sur ces 850 assistés, plus de la moitié, 491 ont été placés, 271 sont partis volontairement, 37 ont été expulsés, 15 sont allés à l'hôpital et 2 sont morts.

La prospérité actuelle de la colonie est parfaite et fournit une preuve éclatante des bons effets de l'assistance par le travail, bons effets que l'on a déjà pu constater par la brève énumération que nous avons faite de quelques-unes des œuvres principales : l'*Union d'assis-*

tance du XVI^e arrondissement qui donne du travail à plus de 1.000 indigents par an et distribue près de 1.500 francs de salaires ; la *Société d'assistance par le travail des VIII^e et XVII^e arrondissements* qui a distribué 45.000 francs de secours en 1899 ; l'*Union d'assistance par le travail du VI^e arrondissement* qui a tiré d'affaire 80 0/0 de ses assistés ; l'*Assistance par le travail du II^e arrondissement* qui a placé 258 personnes en 1899 ; l'*Hospitalité par le travail de Lyon* qui a secouru plus de 10.000 ouvriers sans travail depuis sa fondation et en a placé 2.358 ; l'*Assistance par le travail de Rouen* qui a assisté en quatre ans près de 6.000 indigents et leur a versé 34.000 francs de salaire, la *Colonie de la Chalmelle*, enfin, qui place le 2/3 de ses colons ; tous ces résultats ne prouvent-ils pas un progrès considérable dans la bienfaisance, autrefois routinière et irraisonnée, aujourd'hui intelligente.

VI

Mais est-ce suffisant ? Hélas non. Le caractère principal de l'assistance par le travail est, on l'a vu, de demeurer provisoire. Elle n'a pas la prétention de fournir à l'assisté du travail pour toute sa vie, elle se borne à lui en procurer pendant quelques jours, quelques semaines au plus. Lorsqu'il sort de la maison de travail, l'assisté n'est pas beaucoup plus avancé qu'auparavant ; parfois il a pu se procurer une place, le plus souvent il n'en a pas ; au bout de quelques jours alors, il retourne

de nouveau à l'atelier d'assistance autour duquel se forme peu à peu une véritable clientèle. Au Comité central, on a les noms de quelques-uns de ces assistés qui ne travaillent plus autre part que dans les œuvres charitables. Le salaire y est plus faible mais l'ouvrage n'y est pas fatigant et l'on n'a pas la peine de chercher une place.

En général, les indigents valides et sans travail sont des paresseux; il est vrai, mais on peut aussi les considérer comme le trop-plein des ateliers et des usines. La composition de ce trop-plein varie, mais son importance est sensiblement toujours la même; il faudrait pouvoir le déverser quelque part, là où l'ouvrage ne manque pas et où les bras font défaut, c'est-à-dire dans nos colonies. Très peu des assistés, cela n'est pas douteux, sont courageux et forts, mais ce petit nombre, expatrié, sera toujours un encombrement de moins pour la mère-patrie. Sur 850 colons, *la Chalmelle* en a placé 200 dont les patrons se déclarent fort satisfaits; ces 200 ont pu par conséquent prendre la place d'autant de jardiniers qui se verront forcés par la suite d'avoir recours à leur tour à *la Chalmelle*; c'est un cercle vicieux. Sur les 3.000 assistés que placent peut-être annuellement à Paris les œuvres d'assistance par le travail, on peut supposer que 300 environ sont des gens sérieux et dignes d'intérêt.

Puisque la sélection peut être facilement faite à l'atelier ou à l'ouvrier, l'objection de la non-valeur morale

et physique des assistés tombe d'elle-même ; il suffirait de n'envoyer aux colonies que ceux que l'expérience aurait désignés.

La charité moderne est très ingénieuse, mais elle ne peut pourtant pas créer de l'ouvrage là où la consommation n'en réclame pas. Tout le travail qu'elle fait exécuter à ses pauvres, elle le retire aux ouvriers libres qui risquent de se trouver alors sans ouvrage. Le 3 décembre 1900, une délégation d'ouvriers de tous les corps de métier est venue demander de l'ouvrage au Conseil municipal de Paris, voilà le trop-plein dont nous parlions plus haut, clientèle future des ateliers d'assistance. Or ces ateliers, il faut le répéter, ne sont qu'une *mesure provisoire*, la pierre de touche qui permet de connaître les nécessiteux capables de faire encore acte de travailleurs libres. La colonisation doit compléter l'assistance par le travail et lui permettre de subsister.

En Angleterre, on l'a compris il y a longtemps et en 1834, un statut recommanda l'émigration comme soupape de sûreté contre le développement du paupérisme, et permit aux *Unions de paroisses* d'emprunter jusqu'à concurrence d'une somme égale à la moitié du produit annuel moyen de la taxe des pauvres pendant les trois années précédentes. Les paroisses n'hésitèrent pas, elles envoyèrent immédiatement aux colonies un grand nombre de leurs pauvres.

Pendant les trois premières années on en expédia beaucoup : 5.000 en 1836, 4.200 en 1837 et 800

en 1838, puis l'élan se ralentit. En 1861 cependant, c'est-à-dire en 25 ans, on avait fait émigrer ainsi 25.941 personnes, ayant entraîné une dépense de 140.841 liv. st. (3.521.025 francs). Le mouvement continue toujours et voici le tableau des indigents qui ont émigré pour le compte de leurs paroisses durant ces dernières années, tableau que j'emprunte à l'ouvrage si documenté de M. Emile Chevallier : *La loi des pauvres et la société anglaise*.

Années	Emigrants	Sommes prélevées
1882	180	678 liv. st.
1883	387	2.100 —
1884	494	3.937 —
1885	208	1.359 —
1886	377	2.241 —
1887	712	5.253 —
1888	809	7.026 —
1889	558	5.266 —
1890	447	4.462 —
1891	339	3.725 —

Les résultats n'en ont pas été mauvais si l'on en juge par l'appréciation d'un auteur, Merivale, dans un ouvrage intitulé : *On Colonies*.

« Les conséquences heureuses de l'émigration, quand elle est accompagnée de bons règlements, sont attestées par les faits ; il est remarquable combien une émigration, même légère, a pu produire en peu d'années une révolution matérielle dans le prix des salaires et

une amélioration de la condition des pauvres dans quelques localités. »

Sans songer à transporter en France le système anglais, sans même se prévaloir des résultats qu'il a donnés, l'idée devait fatalement se présenter à l'esprit d'envoyer aux colonies les indigents valides qui menacent de se multiplier en France d'une façon dangereuse. Tout le monde réclame le peuplement de nos possessions d'outre-mer, avec raison comme nous allons essayer de le prouver, il faudrait pouvoir le tenter en venant en aide en même temps aux malheureux de France.

DEUXIÈME PARTIE

COLONISATION

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ DE LA COLONISATION.

Le Français n'émigre pas. — Il faut émigrer pour développer notre commerce et notre marine ; — pour enrayer la dépopulation de la France et faciliter l'existence du paysan et de l'ouvrier ; — pour tirer de nos colonies tous les bénéfices qu'elles peuvent donner. — L'encombrement italien en Tunisie. — La main-d'œuvre pénale. — Nécessité de peupler nos colonies.

I

Nos colonies ne devraient pas être un objet de luxe, mais un domaine de rapport ; ce qu'il faudrait en tirer ce sont non des agréments mais des avantages et des bénéfices sérieux. Or, elles manquent totalement de bras et d'intelligences. Comme le dit justement M. Chailley-Bert dans son livre sur *l'Education et les colonies* :
« Un empire colonial immense, des terres disponibles

partout et un gouvernement prêt à les donner, les louer ou les vendre, des capitaux qui cherchent à se placer et de nombreux Français qui cherchent à s'établir ; et, avec tant d'éléments combinés, les colonies demeurent sans colons, les capitaux sans emploi, les hommes sans situation. »

Le Français n'émigre pas. On a expliqué cet état de choses de différentes façons : population de la France pas assez dense, terres trop fertiles, climat trop doux, dispositions spéciales du caractère français, etc. Mais laissons les causes et voyons l'effet.

Voici le tableau du nombre d'émigrants ayant quitté leur pays de 1885 à 1895.

Angleterre.	2.244.800
Italie.	1.420.215
Allemagne.	890.199
Autriche-Hongrie.	765.622
Suède et Norvège.	462.270
Espagne.	432.220
Portugal.	213.238
France	125.000

(111.068 jusqu'en 1893 et approximativement 125.000.)

Nous venons donc tout à fait dans les derniers et on compte un émigrant français pour *dix-huit* émigrants anglais. Un simple chiffre prouvera éloquemment du reste combien nous comptons peu dans l'émigration générale. Sur trente millions d'émigrants qui ont quitté

l'Europe de 1853 à 1893, la France n'en a que 412.413.

Dans un remarquable article paru à la fin de l'année dernière M. Paul Adam constate aussi le fait :

« Les réflexions qui précèdent ou suivent l'exposé très sommaire de la thèse, constatent le peu de penchant du Français riche pour s'expatrier. Seul le pauvre, l'homme à bout de ressources, demande un destin meilleur aux entreprises coloniales : et il est justement le citoyen que peuvent seulement sauver les œuvres métropolitaines. Le possesseur de la demi-fortune, tout désigné par le besoin de la décupler dans l'exploitation agricole ou industrielle des pays neufs, borne son ambition aux mesquines conquêtes d'appointements médiocres dans l'armée, les ministères, les administrations. Ce manque de capitaux, cette absence d'esprit de risque, l'égoïsme inintelligent du producteur électoral condamnant au désastre l'industriel et le cultivateur d'outre-mer, voilà ce qui compose le facteur essentiel de la déchéance pour nos possessions lointaines. Certes quelques villes, comme Saïgon, peuvent se prévaloir d'une prospérité accrue ; mais elles la doivent au passage et au séjour des personnages officiels, bien plus qu'au mouvement commercial ; ou, du moins, elles sont les points trop isolés où ce mouvement existe. Notre marine marchande réduite à peu de chose parmi ses concurrents, n'a guère plus besoin de stations nationales en Extrême-Orient. Quelques rades sûres, bien fortifiées, contenant des arsenaux maritimes et de

dépôts de charbon suffiraient aux voyages de nos croiseurs. »

M. Paul Adam voit dans l'égoïsme du producteur métropolitain, effrayé de la concurrence coloniale, une des causes de ce peu de penchant pour la colonisation, car les efforts pour y prospérer sont vains si l'on ne facilite pas l'entrée en France des produits coloniaux.

« Aussi, ajoute-t-il, il paraît fort inutile de convier la jeunesse à épanouir son action vers ces contrées là. Qu'un négociant de nos provinces enivre quatre brail-lards de réunion publique, leur glisse cent sous pour insulter le candidat libre-échangiste, et l'œuvre de nos rares colons sombrera donc ! L'égoïsme du producteur métropolitain est monstrueux. Non seulement, et depuis des années, les capitalistes refusent la moindre obole pour les voies ferrées du Tonkin, de Madagascar, en sorte que ces immenses terres, acquises par l'héroïsme du peuple et illustrées par les hécatombes humaines, restent à l'état d'inutilités, mais encore ils s'opposent férocement à toute éclosion de l'industrie dans ces territoires. C'est condamner, sans phrases, au néant l'œuvre humanitaire et patriotique de deux siècles. Devant une pareille aberration des classes économistes, on en vient à comprendre la timidité de nos ministères lorsque surgissent des incidents comme ceux de Fachoda, comme ceux de Chine. L'effort de nos armes et de notre orgueil se compromettrait en vain. Une fois versé le sang des soldats, chaque producteur combattrait à toutes forces l'é-

volution normale des richesses acquises. Naguère les Normands, qui préparent le beurre, prétendaient même interdire l'entrée à Marseille de l'huile d'arachide, avec quoi l'on compose la margarine, substance excellente et saine. Sans hésitation ils auraient anéanti la principale culture du Sénégal. Au reste, leur cynisme ne dissimule rien de leur cupidité. Pour eux, la population d'outre-mer doit être acheteuse de leur camelotte, et fournir uniquement les matières premières brutes, comme l'huile d'arachide, qu'ils évinceront malgré son titre de matière première, dès leur caprice.

« Cette sottise étroite de nos autochtones étonne les étrangers. Quelques-uns prévoient l'heure où nous abandonnerons nécessairement une importante partie de notre domaine exotique. »

II

Cependant, il serait à souhaiter, pour l'avenir de la France, que l'on émigrât en masse. D'abord, pour accroître notre influence au dehors et répandre notre langue. 45 millions d'hommes parlent français dans le monde, 82 millions parlent anglais et 360.800.000 sont sujets britanniques. En Allemagne, un décret du mois de novembre 1900, réformant l'enseignement secondaire, substitua l'anglais au français ; l'anglais devient obligatoire et le français n'est plus que facultatif. Où est le rêve que faisait Prévost-Paradol quand il voyait « 80 ou 100 millions de Français, fortement établis sur

les deux rives de la Méditerranée, au cœur de l'ancien continent et propageant le nom, la langue et la légitime considération de la France ».

A l'extérieur notre commerce faiblit, gros danger pour notre industrie intérieure. En voici la preuve, tirée d'une statistique américaine, donnant l'ensemble de la production industrielle annuelle des principaux pays :

	Millions de francs
Etats-Unis	35.000
Angleterre	25.000
Allemagne	14.575
France	11.225
Russie	9.075
Autriche-Hongrie	8.125
Italie	3.025
Belgique	2.550
Espagne	1.725
Suisse	800

Cela n'arriverait pas si nous avions plus de débouchés, si un grand nombre de compatriotes disséminés dans les cinq parties du monde nous faisaient connaître les progrès de nos rivaux, les besoins particuliers de chaque pays et l'écoulement qu'ils pourraient donner à nos produits. Notre marine marchande pourrait alors se relever ; tandis que, comme le dit M. Charles Roux, dans un article de la *Quinzaine coloniale* : « Si l'on n'y prend garde, il est à craindre que, devant la

formidable poussée des nations étrangères, notre marine marchande ne tombe à bref délai dans une ruine complète. »

Or, en 1887, la France était encore la deuxième des nations européennes en marine marchande ; elle est la troisième actuellement et la Norvège gagne journellement sur elle.

Que l'on en juge par le tableau suivant donnant de 1887 à 1896 le tonnage brut respectif de la marine à vapeur de chaque nation.

ANNÉES	France.	Angleterre.	Allemagne.	Norvège.	Espagne.	Italie.
1887...	722.252	6.592.496	628.296	150.689	368.581	243.491
1888...	752.028	6.873.552	662.331	160.568	395.685	276.326
1889...	747.512	7.507.885	771.998	191.953	411.713	290.041
1890...	805.983	8.043.872	930.754	245.052	423.627	294.705
1891...	843.486	8.536.994	1.083.307	221.202	439.585	313.306
1892...	835.045	8.912.522	1.091.472	339.147	438.113	317.532
1893...	856.375	9.383.361	1.144.199	362.652	439.657	323.595
1894...	872.103	9.706.976	1.216.092	406.119	465.273	319.049
1895...	864.598	9.984.280	1.306.771	455.317	488.955	318.750
1896...	933.224	10.245.277	1.360.472	494.612	519.315	344.523

Il ressort de ces chiffres que notre marine marchande à vapeur pendant ces neuf années a augmenté de 210.972 tonneaux pendant que la marine à vapeur de l'Angleterre s'est accrue de 3.652.781 tonneaux et celle de l'Allemagne de 732.176 tonneaux.

Il en est de même pour la marine à voile, dans laquelle le bureau *Veritas* ne nous attribue que la huitième place.

Une preuve éclatante de notre décadence de ce côté

ressort de la statistique suivante qui donne une indication précieuse sur l'activité maritime des différents pays.

En 1896 donc, alors que les Anglais ont traversé le canal de Suez avec 2.162 navires, les Allemands avec 322, les Italiens avec 230, nous ne figurons dans ce transit que pour 218 bâtiments. Et les Hollandais arrivent avec nous avec 200 bâtiments. Notre pavillon a presque disparu entièrement de deux régions pourtant fécondes en matière de transactions commerciales, l'Extrême-Orient et les mers du Pacifique.

M. Duprat, directeur de la Compagnie des chargeurs réunis, évalue à 12 millions de tonnes la quantité de marchandises enlevée annuellement au pavillon national par les pavillons étrangers.

Tout cela pourrait changer si nos colonies étaient plus peuplées. Des lignes de paquebots nouvelles se créeraient ; les relations entre les émigrants et la métropole étant plus fréquentes, les départs seraient plus rapprochés ; les produits de nos colonies donneraient un fret abondant à nos bâtiments marchands ; les compagnies, sûres de rentrer dans leurs avances n'hésiteraient pas à améliorer leur matériel et les étrangers perdraient peu à peu l'habitude d'utiliser leurs navires. Toute une source de prospérité nouvelle pour notre marine marchande jaillirait ainsi, abondante et précieuse.

III

Un autre bienfait de l'émigration serait d'arrêter la dépopulation de la France ; car, pour paradoxal que cela paraisse, il n'est pas moins vrai que plus une nation émigre, plus le nombre des naissances augmente. Exemples : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie. En République Argentine de nombreux Basques ont émigré depuis quelques années, or la population des Basques augmente.

Le cri d'alarme a été bien souvent poussé. La France se dépeuple, il naît deux Allemands pour un Français. Il n'en a cependant pas toujours été ainsi. Au commencement du siècle, la population de la France était presque le double de celle de l'Angleterre ; aujourd'hui, et M. le docteur Bertillon le constate comme bien d'autres : « La France est, de tous les pays d'Europe, celui de beaucoup où la natalité est la moindre. » Certaines années, en 1895 par exemple, la mortalité a dépassé la natalité ; c'est le seul grand pays d'Europe où se rencontre cet inquiétant phénomène. Et, si le fait ne s'est pas reproduit, ce n'est pas parce que le chiffre des naissances a augmenté mais bien parce que celui des décès a diminué. La natalité baisse au contraire d'année en année. Il y a eu :

En 1896	. . .	865.586 naissances
1897	. . .	859.907 —
1898	. . .	843.933 —

Ce n'est pas le nombre de mariages qui a diminué, mais seulement le nombre d'enfants par mariage. Voici la proportion sur 10.000 habitants :

Années	Mariages	Naissances
1801 à 1810	76	319
1811 à 1820	79	317
1821 à 1830	78	309
1831 à 1840	80	290
1841 à 1850	80	274
1851 à 1860	79	203
1861 à 1868	80	200

Actuellement :

2.640.894 familles ont 1 enfant :

2.364.202	—	2	—
1.585.960	—	3	—
975.616	—	4	—
572.585	—	5	—
322.651	—	6	—
251.658	—	7	—

Très rares sont les familles en ayant davantage.

Nous n'avons donc que 21 à 22 naissances au plus par 1.000 habitants, il y en a 38 en Angleterre, en Autriche et en Italie ; aussi n'occupons-nous que le cinquième rang en Europe comme population.

Voici les chiffres d'après les derniers recensements :

Russie.	99.936.560 habitants (1893)
Allemagne.	53.324.000 — (1896)

Autriche-Hongrie	44.288.587 habitants (1897)		
Grande - Bretagne et Ir-			
lande	39.465.720	—	(1896)
France	38.475.000	—	(1895)
Italie	31.102.833	—	

La colonisation pourrait en partie faire disparaître les causes de cette décroissance de notre population, laquelle a peut-être atteint son maximum de densité. Il ne faut pas oublier en effet que notre sol produit une proportion de 17 hectolitres de blé à l'hectare, chiffre qui n'est atteint dans aucun pays. Rien d'étonnant alors à ce que la population des campagnes diminue, tandis que celle des villes augmente. En 45 années cette dernière a monté de 8.646.743 habitants à 14.311.292 et celle des campagnes est descendue de 26.753.743 habitants à 24.031.900. Dans quelques dizaines d'années il est facile de prévoir qu'elles seront sensiblement égales l'une et l'autre.

Tout le trop-plein des campagnes vient donc augmenter l'encombrement des villes. Le prix des salaires n'augmente pas et la cherté de la vie s'accroît, cause principale, sinon unique, de la dépopulation.

Un ouvrier agricole gagne, même bien payé, de 450 à 500 francs par an, un garçon de ferme touche de 300 à 350 francs. Comment nourrir une famille avec cela ? M. Jaurès, au cours d'une interpellation à la Chambre, le 26 juin 1897 disait : « Il y a 5 ou 6 ans, par suite de la crise agricole, les salaires ont subi une diminution

qui atteint parfois 20 0/0. » Quant au propriétaire agricole : « De récolte en récolte, continue M. Jaurès, son labeur restant le même, le prix de son blé fléchit presque constamment et aussi le prix de son bétail, de son vin, de son chanvre, de ses olives, de son lait. »

Dans les villes, il y a au moins cinq demandes pour une place vacante dont les appointements sont insuffisants eux aussi pour subvenir à l'entretien d'une femme et d'enfants. Aussi qu'arrive-t-il ? M. de Labeyrie, dans une enquête qu'il avait faite à la Caisse des dépôts et consignations qu'il dirigeait avant le Crédit foncier et dont il communiqua les résultats à M. Piolet, a trouvé qu'en moyenne 100 de ses employés avaient 57 enfants. Au Crédit foncier il y a à peu près un enfant par employé ; chez les femmes il n'y a que deux enfants pour cinq femmes.

Or l'enfant qui est une gêne à la ville est un appoint précieux aux colonies où la main-d'œuvre est rare et où le père attend avec impatience le moment où son fils sera assez grand pour l'aider. De là vient la belle fécondité de nos colons.

En même temps que celle des colonies, la population de la métropole augmenterait si un nombre suffisant d'émigrants laissaient de la place. Le nombre des solliciteurs diminuerait, les appointements par suite monteraient et, l'aisance revenue, la vie plus facile, l'homme et la femme n'auraient plus la crainte de l'enfant.

On peut donc soutenir que, dans une large part, la colonisation pourrait arrêter le dépeuplement de la France.

IV

Un résultat peut-être encore plus important du peuplement de nos colonies, serait de leur faire produire tout ce qu'elles peuvent donner. Nous avons un empire colonial qui a quinze fois la superficie de la France et, chaque année, nous achetons aux étrangers pour plus d'un milliard de produits coloniaux.

Le café nous fournira un exemple frappant du peu de profit que nous savons tirer de nos possessions.

Tous ceux qui ont étudié les questions coloniales sont d'accord pour reconnaître quelle merveilleuse productrice de café pourrait être la Nouvelle-Calédonie. Mais, malgré cela, les essais qui y ont été tentés jusqu'ici ont été bien timides. Pour favoriser nos nationaux cependant, on a réduit de moitié pour les colonies françaises le droit de 1 fr. 56 que doit payer le café à son entrée en France. Malgré cette détaxe, loin d'augmenter, les exportations de café de nos colonies diminuent. La France achète par an 120 millions de kilogrammes de café aux étrangers et pour 1 million seulement à nos colons. Or, qu'est-ce que ce pauvre million de kilogrammes à côté de la production des autres contrées tropicales qui est ainsi répartie :

Brésil	360.000.000 kil.
Amérique centrale.	90.000.000 »
Java	90.000.000 »
Divers	60.000.000 »

Un grand mouvement pour la culture du café commence cependant à se dessiner chez nous. Depuis l'abolition de l'esclavage au Brésil, la culture des caféiers y subit une crise et les plantations déjà faites loin de s'accroître, ont de la peine à être maintenues. Si on supprimait complètement la taxe de 0 fr. 78 qui existe actuellement, ainsi que l'a proposé M. Le Myre de Vilers, ce serait un énorme encouragement pour les émigrants français.

Il en est de même pour le cacao que la Guyane et le Congo pourraient produire en abondance. Or, en trente ans, la quantité de cacao expédiée en France par les colonies anglaises a décuplé, tandis que celle venant de la Guadeloupe, de la Martinique ou de nos autres possessions a seulement doublé. Il suffit, pour se rendre compte de l'exactitude de ce fait, de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant que j'emprunte à une notice à l'usage des émigrants rédigée pour le ministère des colonies par M. Henri Lecomte.

ANNÉES	QUANTITÉS TOTALES DE CACAO	QUANTITÉS
	fournies par l'ensemble des plantations de la Guadeloupe et de la Martinique	expédiées en France de l'Angleterre et des colonies anglaises
1865.....	427 Tonnes	679 Tonnes
1875.....	725 —	1.998 —
1880.. . . .	868 —	1.662 —
1885.....	778 —	1.333 —
1890.....	562 —	4.830 —
1893.....	662 —	5.039 —
1894.....	665 —	6.925 —
1895.....	832 —	7.300 —
1896.....	812 —	5.936 —
1897.....	881 —	5.408 —

Pendant que la production de nos colonies reste à peu près stationnaire, celle des colonies anglaises prend une extension énorme ; non seulement ces dernières sont arrivées à occuper le premier rang parmi les pays qui fournissent le cacao consommé en France, mais encore elles alimentent le commerce de l'Angleterre et d'une partie de l'Europe.

Et l'on a trouvé en Guyane des cacaoyères naturelles ; la culture aurait donc toutes les chances d'y réussir. Elle fournirait aussi des résultats favorables aux Antilles, en beaucoup de points de la côte occidentale d'Afrique, à la Réunion, etc. Il suffit de se mettre à l'œuvre.

Pour le caoutchouc, dont la Guyane est abondamment pourvue, la même chose, Madagascar et le Tonkin pourraient aussi être de merveilleux producteurs de soie, mais non, rien.

Il est deux produits seulement, dans la culture desquels nos colonies ont réalisé des progrès : le riz et le poivre. Nous importons trois fois plus de riz de chez nous que des contrées étrangères ; quant au poivre il a progressé admirablement. En 1886 nous n'avions acheté que 11 kilogrammes de poivre à nos colonies contre 4.187.283 kilogrammes à l'étranger. En 1896 nos colonies nous en fournissaient 1.420.512 kilogrammes et les étrangers 4.442.355 kilogrammes.

V

D'où vient le mal ? Les Français n'émigrent pas et se laissent envahir par les étrangers, comme en Tunisie où l'on trouve 80.000 italiens pour 20.000 Français et où chaque année plusieurs milliers de paysans siciliens prennent possession du sol. La main-d'œuvre par suite fait totalement défaut, même dans les colonies, rares il est vrai, où l'ouvrier européen peut se livrer sans danger aux travaux manuels. La preuve en est dans ces quelques lignes prises au hasard dans le *Bulletin du commerce* de la Nouvelle-Calédonie de l'année dernière : « En ce moment notre situation est réellement critique ; dans certains centres, le café en cerises ne peut même être ramassé, les travaux les plus urgents sont suspendus ou interrompus. Sur les mines, le défaut de main-d'œuvre se fait encore plus vivement sentir ; des contracteurs ne peuvent fournir les quantités stipulées sur leurs contrats, les commandes de certains minerais,

le cobalt principalement, ne peuvent être exécutées. »

Il ne faut pas songer à la main-d'œuvre pénale. De l'avis général elle ne vaut rien. C'est par centaines que l'on pourrait multiplier des citations établissant la non-valeur absolue des condamnés et des libérés.

Voici comment M. Feillet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, juge les libérés : « D'humeur nomade, vagabonde, d'esprit inquiet, d'habitudes irrégulières, incapables de travail assidu. Lorsqu'ils ne sont pas autorisés à vivre à Nouméa où les retiennent le cabaret et les filles, ils ne savent se fixer nulle part. Les carrières des mines où ils s'embauchent et qu'ils quittent au gré de leur fantaisie, le travail à la journée ou au mois, la tâche temporaire, voilà ce qui leur convient. Aussi ne sauraient-ils faire de bons agriculteurs et, à quelques rares exceptions près, ne les voit-on jamais se livrer pour leur propre compte à l'exploitation d'un domaine. »

Dans un discours prononcé à l'ouverture de la session budgétaire du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie le 6 novembre 1899, M. Feillet dit encore : « La colonisation pénale ne vaut rien ; assez d'expériences ont été faites en vain. »

Aussi, depuis un décret du 6 octobre 1897, 42,000 hectares qui avaient été réservés pour les besoins de la transportation, sont, au fur et à mesure des demandes, mis à la disposition de la colonisation libre.

« Les relégués, dit M. L. Simon dans son cours libre

d'enseignement colonial à la Sorbonne, constituent la plus détestable de toutes les mains-d'œuvre. » L'Australie n'a pris son merveilleux essor que depuis que l'on a cessé d'y envoyer les convicts.

Au dernier congrès colonial international, M. Levat, ingénieur civil des mines, est du même avis : « A la Guyane, malgré les sommes considérables dépensées pour l'entretien de plusieurs milliers de condamnés depuis près de cinquante années, aucun résultat tangible n'a été obtenu, pas plus au point de vue de l'exécution de travaux publics qu'à celui de la colonisation. A la Nouvelle-Calédonie, on pourrait montrer quelques kilomètres de route comparées à des dépenses énormes. Le résultat est, là aussi, tout aussi significatif. »

Il résulte en somme que la loi de 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés a entravé la colonisation libre et le peuplement de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie. On n'a pas élevé l'état moral de l'élément pénal et on a abaissé celui de l'élément sain.

VI

Ce n'est donc pas l'agriculture qui manque de bras, ce sont les colonies. Elles ont besoin d'hommes, il faut leur en envoyer. Et pour conclure, nous ne pouvons mieux faire que citer la conclusion même de M. Piolet dans son livre *La France hors de France* dont nous avons déjà parlé :

« Nous devons émigrer si nous voulons vivre et ne pas être étouffés par les nations rivales.

« Nous devons émigrer si nous ne voulons pas continuer à décroître, mais au contraire voir notre race française se multiplier et se développer, notre natalité se relever.

« Nous devons émigrer si nous voulons voir notre commerce à l'étranger, notre industrie à l'intérieur, notre marine marchande, sortir triomphants de la redoutable crise économique que nous traversons et tous les marchés du monde ne pas se fermer devant nous.

« Nous devons émigrer si nous voulons recouvrer l'aisance au dedans et trouver un remède pratique au malaise social qui nous tourmente et un débouché utile aux énergies qui s'atrophient ou deviennent un danger permanent pour l'ordre social au milieu de l'encombrement actuel de toutes les carrières.

« Nous devons émigrer si nous voulons refaire notre caractère national et élargir nos idées courantes, rapetissées et affaiblies par une vie trop renfermée dans une atmosphère trop étroite.

« Nous devons émigrer si nous voulons mettre en valeur les splendides ressources de notre empire colonial et garder intacte pour l'avenir contre les dangers toujours probables, l'existence même de cet empire. »

CHAPITRE II

COMMENT L'ÉTAT ET LES COLONIES FACILITENT LA COLONISATION.

Avantages accordés aux colons. — A quelles conditions. — Conditions particulières à chaque colonie. — *L'Union coloniale française.*

I

L'État ne se désintéresse pas de la colonisation ; il l'encourage au contraire et accorde certaines facilités aux émigrants : passages gratuits ou à prix réduits, concessions gratuites moyennant certaines conditions que nous verrons plus loin. Il fait bien ainsi un peu œuvre d'assistance, mais il fait surtout œuvre de colonisation. Il se préoccupe beaucoup moins de venir en aide à l'individu qu'à la colonie et met simplement en pratique cette affirmation de M. Paul Leroy-Beaulieu : « C'est une tentative chimérique de vouloir coloniser sans qu'il en coûte rien à la métropole. »

Les crédits alloués à l'administration des colonies pour favoriser l'émigration étaient de 75.000 francs en 1898, ils ont été abaissés à 70.000 francs en 1899 et élevés à 100.000 francs en 1900. Le budget de 1901 a bien prévu une augmentation de crédits de 1.142.000 fr. en faveur des colonies, mais seulement pour accroître les ressources de leur défense militaire. C'est une

préoccupation certes fort respectable, mais on aurait pu songer en même temps à leur mise en œuvre, ce qui est tout aussi utile et pressant.

Avec ces faibles ressources, il a pu être envoyé dans nos colonies en 1899, tant à titre gratuit qu'à prix réduit, 417 individus emportant un capital de 824.897 fr. représentant 3909 francs par famille et se répartissant de la façon suivante :

COLONIES	PASSAGES COLLECTIFS ACCORDÉS	HOMMES	FEMMES	ENFANTS	CAPITAUX DÉCLARÉS
Nouvelle Calédonie.	89	99	46	87	285.200
Indo-Chine.....	81	65	29	16	482.847
Madagascar.....	30	31	15	13	50.850
Colonies diverses..	11	7	6	3	6.000
Totaux.....	211	202	96	119	824.897

417

En 1900 le nombre de colons envoyés à titre gratuit ou à prix réduit a été plus grand ; en voici le tableau d'après la statistique de l'*Office colonial* :

COLONIES	PASSAGES COLLECTIFS ACCORDÉS	HOMMES	FEMMES	ENFANTS	CAPITAUX DÉCLARÉS
Nouvelle-Calédonie.	100	108	57	73	304.800
Indo-Chine.....	141	141	34	25	342.000
Madagascar.....	70	74	24	24	140.200
Colonies diverses..	16	22	7	4	29.000
Totaux.....	327	345	122	126	816.000

593

Le nombre des émigrants a donc augmenté sensiblement durant l'année dernière et cette augmentation a surtout porté sur l'Indo-Chine ; mais le capital emporté a faibli, chose assez étonnante étant données les conditions imposées aux colons, et n'est plus que de 2.495 fr. en moyenne par famille et de 1.375 francs par tête.

II

Si l'Etat offre donc, en totalité ou en partie le transport aux émigrants, les colonies, de leur côté, mettent à leur disposition des concessions gratuites de terres ; mais tout cela est subordonné à certaines conditions.

L'émigrant qui fait une demande de passage doit exposer ses antécédents et ses projets et produire :

1° Un certificat de bonnes vie et mœurs ;

2° Un extrait du casier judiciaire ;

3° Un certificat médical constatant l'état de santé et l'absence de toute infirmité ;

4° La justification de la possession de ressources suffisantes pour lui permettre de s'installer et d'attendre les premiers résultats de son entreprise.

Un capital est donc exigé des futurs colons et il faut approuver sans réserve cette mesure. Que peut faire en effet sans ressources et abandonné à lui-même, un cultivateur transplanté dans une colonie ? Il ne peut songer à y vivre comme journalier à cause du bon marché de la main-d'œuvre indigène et il ne peut s'y établir que comme maître-valet, métayer, fermier ou petit proprié-

taire. Or, quelle que soit la combinaison adoptée, il doit construire une maison et une écurie, acheter des instruments de travail et posséder les avances nécessaires pour vivre en attendant la récolte. Qu'il plante du café en Nouvelle-Calédonie ou de la vigne en Algérie, il lui faut patienter trois ou quatre ans avant de voir son entreprise en plein rapport. Aussi que d'agriculteurs ont échoué en Algérie malgré un travail acharné ! On leur avait bien concédé le sol pour rien, mais, comme ils ne possédaient pas le capital nécessaire pour le mettre en valeur, ils empruntaient à gros intérêts et une mauvaise année suffisait pour les ruiner.

Tant qu'il n'existera pas dans la métropole de société veillant sur un groupe de colons et leur faisant les avances utiles, ce sera pure folie que d'aller s'établir sans argent dans une colonie.

Le capital exigé actuellement par l'administration en Nouvelle-Calédonie et à Madagascar, est de 3.000 francs. C'est M. Feillet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, qui a fait triompher cette idée, et les brillants résultats obtenus lui ont donné raison.

Telles sont donc les conditions générales pour obtenir l'aide de l'Etat et de la colonie où on veut tenter la fortune. Voyons maintenant les conditions particulières à chaque possession.

III

Nouvelle-Calédonie.

Un arrêté du 22 mars 1898 fixe le régime des concessions domaniales en Nouvelle-Calédonie.

Voici les principaux articles qui intéressent notre sujet :

ART. 1^{er}. — Des concessions de terre à titre gratuit peuvent être accordées par arrêt du gouverneur aux immigrants justifiant des ressources suffisantes, qui viennent s'établir en Nouvelle-Calédonie pour y entreprendre des exploitations agricoles.

ART. 2. — L'étendue de ces concessions peut varier suivant les accidents du terrain et ses qualités.

Cette étendue ne sera jamais inférieure à 10 hectares ni supérieures à 25 et comprendra toujours au moins 5 hectares de terre à culture.

ART. 3. — Les immigrants, à leur arrivée dans la colonie, choisiront leur concession parmi celles qui seront disponibles dans les centres créés.

ART. 4. — Le concessionnaire est tenu de mettre son terrain en valeur et de l'habiter. Il ne peut s'en absenter pendant plus de six mois sans en aviser l'administration et se faire remplacer par un gérant libre.

ART. 5. — Il est délivré au concessionnaire au moment de son installation un titre provisoire ; ce titre provisoire sera transformé en titre définitif de propriété

au bout de cinq ans et seulement s'il a planté en caféiers ou autres plantes de longue durée (caoutchouc, vanille, etc.) la moitié de la surface susceptible de les recevoir. Le délai de cinq ans, indiqué ci-dessus, peut être réduit à trois ans si les caféiers ou autres plantes de longue durée occupent les deux tiers de la surface susceptible de les recevoir.

ART. 6. — L'immigrant qui dispose du minimum de capital exigé peut obtenir dans le centre de colonisation libre où il est établi, et touchant celle qui lui a été attribuée à titre gratuit, une concession à titre onéreux. »

La justification de ce capital, fixé, comme nous l'avons dit, à 5,000 francs, est facile à fournir. Il suffit de déposer les fonds à la Banque de l'Indo-Chine à Paris et en réclamer un récépissé en double expédition. La banque ayant une succursale à Nouméa, l'émigrant arrivé à destination pourra facilement retirer son argent.

Aussitôt en Nouvelle-Calédonie, les immigrants sont dirigés sur leurs concessions à proximité desquelles ils trouvent des abris construits par l'administration et dont ils peuvent se rendre acquéreurs moyennant le remboursement des dépenses faites par elle. Des mesures sont prises pour assurer leur approvisionnement au début.

Les terres ne sont pas défrichées, mais les colons peuvent se procurer des équipes de libérés habitués à ce travail et qui l'accomplissent pour un prix à forfait va-

riable entre 50 et 100 francs l'hectare suivant les difficultés.

Ce système date de 1895 bien que l'arrêté n'ait été rendu qu'en 1898 et M. Feillet peut être satisfait de son œuvre puisque les entreprises réussissent dans la proportion magnifique de 90 0/0. Ainsi depuis 1895 il a été créé, dit le rapport officiel, 434 propriétés agricoles, 130 par des familles qui habitaient déjà le pays mais n'étaient pas fixées au sol ; 304 par des familles venant de l'extérieur ou par des militaires libérés dans la colonie. Sur ces 434 concessionnaires, au mois d'avril 1900 il en restait 403. La proportion est donc très belle.

Cette somme de 5:000 francs est un minimum pour le colon préparé à la vie de l'ouvrier agricole ; pour les autres une somme de 10:000 francs au moins leur serait nécessaire.

Des avantages, qui intéressent spécialement les aspirants colons ne possédant aucun capital étaient offerts encore à la fin de 1899 par la Société des mines *le Nickel* qui faisait ainsi œuvre d'assistance quoique le seul but qu'elle poursuivait fût son propre intérêt ; nous en reparlerons quand nous arriverons aux tentatives d'assistance par la colonisation.

Algérie.

Le capital exigé pour obtenir une concession territoriale n'est pas fixe, mais il doit être au moins d'une di-

zaine de mille francs pour une famille de cinq personnes.

Les concessionnaires admis reçoivent un titre provisoire leur donnant droit :

1° Au transport à demi-place sur les chemins de fer et au transport gratuit de 100 kilogrammes de bagages par personne.

2° Au passage gratuit sur les paquebots de la Compagnie transatlantique desservant les ports de l'Algérie.

3° A une réduction de 50 0/0 sur le prix des tarifs administratifs pour le transport, sur ces paquebots, du matériel agricole et du cheptel.

Les concessions à lots complets se composent d'un lot à bâtir situé dans l'enceinte du village d'un lot de jardin à proximité et d'un ou plusieurs lots de culture dont l'étendue totale varie de 25 à 35 hectares. Les concessions restreintes, dites aussi concessions industrielles, ne comprennent qu'un lot à bâtir et un lot de jardin. Elles sont réservées ordinairement aux personnes exerçant des professions utiles à l'agriculture et au développement du village telles que maçons, charpentiers, forgerons, menuisiers, charrons etc.

Le titre définitif n'est délivré qu'après un séjour de cinq ans sur les territoires concédés. Toutefois les titres de propriété peuvent être délivrés après trois années d'exploitation et de résidence aux colons qui ont consacré à l'amélioration de leurs terres un capital calculé à raison de 100 francs par hectare et dont un tiers au moins appliqué à des constructions.

Le programme de l'Algérie pour 1901 prévoit 737 concessions agricoles, 26 lots de ferme et 181 lots industriels permettant l'installation d'environ 4000 colons.

Tunisie.

L'assistance aux colons y est encore moins large puisque le gouvernement du protectorat a écarté complètement le régime des concessions gratuites. Pour venir en aide à la colonisation, il *vend à prix réduit* des terrains agricoles divisés en lots de 35 à 50 hectares valant de 50 à 100 francs l'hectare suivant la localité.

Le capital nécessaire à l'acquéreur pour entreprendre avec succès une exploitation agricole doit être encore environ de 10.000 francs.

Madagascar.

Le régime est le même qu'en Nouvelle-Calédonie. Toutefois de grands avantages sont réservés aux militaires libérés du corps d'occupation, déjà possesseurs de ressources et qui expriment le désir de coloniser sur le plateau central.

Au mois d'avril 1900, il y avait 517 concessions gratuites à des Français, représentant 26.192 hectares.

Sur le littoral, un capital très élevé serait nécessaire pour entreprendre une exploitation et, pour une concession de 100 hectares renfermant 60 hectares de terres à caféier, à cacaoyer ou à vanille, il ne faudrait pas

moins de 70 à 80.000 francs jusqu'aux premiers bénéfices.

Indo-Chine.

Des arrêtés locaux des 22 août 1882, 16 octobre 1889, 15 octobre 1890, 23 mai 1897 et 6 août 1898 règlent le régime des concessions gratuites en Cochinchine.

Les demandes, accompagnées d'un croquis du terrain, sont adressées, soit à l'administration centrale à Saïgon, soit à l'administration de l'arrondissement où se trouve le terrain concédé. Il est procédé à une enquête qui dure environ trois mois après laquelle, sur un vote du conseil colonial, la concession est accordée.

Les concessions gratuites ne peuvent en principe dépasser 500 hectares.

Les colons européens ne sont astreints au paiement de l'impôt foncier qu'à partir du 1^{er} janvier de la sixième année qui suit celle au cours de laquelle ils se sont installés.

Si le concessionnaire n'a pas entrepris la mise en valeur de la terre concédée dans les deux années de la mise en possession, le conseil colonial pourra le déclarer déchu de tout droit sur ladite terre.

A remarquer la disposition que l'on retrouve à la Martinique et qui exige que le pétitionnaire fournisse à l'appui de sa demande un croquis du terrain qu'il désire. N'est-ce pas une formalité ridicule et qui rend pres-

que impraticable au colon qui n'est pas sur les lieux l'obtention d'une concession ?

En Annam, des concessions de terrains domaniaux incultes situés hors des centres urbains peuvent être accordées à des Français. Elles sont définitives sur la demande des concessionnaires au fur et à mesure de leur exploitation. Elles ne peuvent comprendre plus de 500 hectares à moins que le titulaire ne justifie de capitaux en rapport avec l'importance de l'exploitation demandée. Le régime est le même au Cambodge.

Au Tonkin, c'est un arrêté du 18 août 1896 qui fixe les conditions des concessions domaniales.

Les terres sont divisées en deux catégories. La première comprend les terrains libres dont le lotissement a été opéré ; la seconde est composée des terrains domaniaux dont le lotissement n'a pu être encore effectué.

S'il s'agit de terrains de la première catégorie, le pétitionnaire pourra entrer immédiatement en possession du lot demandé ; s'il s'agit de terrains de l'autre catégorie, une enquête est nécessaire.

Les concessions accordées sont provisoires ; elles deviennent définitives, comme pour l'Annam, sur les demandes des concessionnaires, au fur et à mesure de leur mise en culture ou en exploitation par fractions de 10 hectares au minimum.

Si, à l'expiration de la deuxième année, le concessionnaire n'a pas mis en exploitation le cinquième au moins

de la surface des terrains concédés, il encourra la déchéance immédiate de la partie non encore exploitée. A l'expiration de la cinquième année, toutes les parties non encore mises en état de culture font retour au domaine public.

Guyane.

D'après un décret du 15 novembre 1898, des concessions gratuites de biens ruraux d'une superficie ne dépassant pas 25 hectares peuvent être faites par le gouverneur. Pour l'élevage, des concessions plus importantes sont aussi accordées gratuitement. De plus, tout travailleur libre, nouvellement arrivé dans la colonie, aura droit, après une année de travail chez autrui, à une prime de 100 francs s'il est célibataire ou de 200 fr. s'il a une femme et des enfants non adultes. Tout membre adulte sera considéré comme travailleur indépendant et aura droit à cette prime de 100 francs.

Martinique.

La colonie possède, dans l'intérieur de l'île, une grande étendue de terres qui peuvent être concédées à des particuliers, aux conditions énoncées dans un arrêté du 18 avril 1877. Ces concessions pourront comprendre des lots individuels de plus de 6 hectares et devront être affectées, pour les cinq sixièmes au moins, à la culture des produits secondaires, tels que café, cacao, vanille, ramie, roucou, à l'exclusion de la canne à

sucres et des légumes ou racines de pays. Chaque concession sera faite gratuitement, pendant dix années. A l'expiration de la dixième année, le concessionnaire maintenu en jouissance aura, par préférence à tous autres, la faculté de prendre en location les terres qu'il aura mises en culture. Les conditions et le prix de cet affermage seront réglés à l'amiable entre l'administrateur et l'intéressé.

Les concessions sont consenties aux personnes qui en font la demande, en produisant les pièces suivantes :

1° Un certificat du maire de la commune, constatant que l'impétrant est de bonnes vie et mœurs et qu'il possède les facultés nécessaires pour exploiter fructueusement les concessions qu'il sollicite ;

2° Un plan et un procès-verbal dressés, soit par un inspecteur juré, soit par un agent des ponts et chaussées, dûment timbrés et enregistrés, et faisant connaître l'étendue, la situation topographique, les abornements et l'origine de la propriété des terres à concéder.

Congo.

L'arrêté du 4 avril 1899 autorise des concessions gratuites de 200 hectares à 10.000. Mais l'article 2 y met certaines conditions. Il est ainsi conçu :

« Tout pétitionnaire devra justifier qu'il peut disposer pour la mise en valeur des terrains concédés, d'un capital initial d'au moins 200.000 francs pour une étendue de 8.000 à 10.000 hectares, ou d'au moins 40 francs

par hectare pour les concessions de moindre étendue sans toutefois que ce capital puisse être inférieur à 10.000 francs. »

IV

Tels sont les avantages accordés aux émigrants. Mais, pour les obtenir, des démarches sont nécessaires ; pour posséder tous les renseignements utiles sur chaque colonie, sur son genre de culture, le nombre d'Européens déjà installés, il faut les demander. Où le futur colon devra-t-il s'adresser ?

En Angleterre, existe l'*Emigration office* qui est un service privé sous la surveillance d'agents de l'Etat. En France, nous avons l'*Office colonial* institué par décret du 14 mars 1899 où le futur émigrant peut se renseigner sur tout ce qu'il a intérêt à savoir.

Il peut s'adresser aussi à l'*Union coloniale française*, 44, rue de laChaussée-d'Antin à Paris, qui existe depuis 1893 et qui comptait, au 1^{er} avril 1900, 1.219 membres. Son but général est justement de faciliter l'émigration des colons et des capitaux vers nos colonies, au moyen de conférences, de brochures, de servir d'intermédiaire au besoin entre les colons déjà installés et les aspirants colons en communiquant à ces derniers la liste, bien courte hélas, des emplois qui viendraient à être vacants, de fournir enfin aux intéressés tous les renseignements désirables sur la colonisation.

L'importance de cette société s'accroît d'année en

année et les services qu'elle rend sont de jour en jour plus grands, le nombre de lettres et de demandes de renseignements de toutes sortes qu'elle reçoit en est la preuve. Elle a, du 1^{er} juin 1893, date de sa fondation au 31 mars 1900, dépensé 777,666 fr. 65 ; reçu 30,171 lettres et expédié 119.645 lettres ou imprimés.

Mais, comme on l'a vu, tous ces avantages, ces concessions, ces passages gratuits, ne sont accordés qu'aux émigrants possédant un petit capital ; les cultivateurs sans fortune ne peuvent espérer obtenir quoique ce soit. Ce n'est pas de l'assistance, c'est de la colonisation.

Or, comme les gens riches se soucient peu en général d'aller tenter la chance hors de France, le peuplement de nos colonies demeure tout simplement à l'état théorique et chimérique. C'est ce qu'il ne faudrait pas, c'est ce que seul pourrait empêcher l'essai d'un projet semblable à ceux dont nous allons parler dans toute notre troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

L'ASSISTANCE PAR LA COLONISATION

CHAPITRE PREMIER

TENTATIVES DE COLONISATION PAR L'ASSISTANCE.

Les deux essais de la *Société française de colonisation* en Nouvelle Calédonie. — Tentative d'établissement de libérés. — Autres essais de colonisation par l'assistance en Nouvelle-Calédonie. — Tentative anglaise de 1894 en Australie. — Causes d'échec.

I

Quelques essais, ont été faits de colonisation par l'assistance. Je ne dis pas d'assistance par la colonisation, car jusqu'ici le principal but poursuivi était la colonisation et non l'assistance. Ces tentatives n'ont eu que de médiocres résultats ; trop isolées, pas assez soutenues, elles ne peuvent rien prouver contre l'idée qui les avait inspirées.

Les deux plus intéressantes ont été faites par la *Société française de colonisation* dont le siège, à Brest lors

de sa fondation, a été transporté à Paris. Son président actuel est M. de Lanessan, son vice-président M. Deschanel et son secrétaire général M. Henrique, à l'obligeance duquel je dois les détails suivants :

Le premier essai porta sur treize familles protestantes de la Dordogne comprenant 53 personnes. C'était moins la misère qui les avait poussées à s'expatrier que la rigidité de leur protestantisme. L'importance prépondérante du catholicisme en France, les persécutions imaginaires dont ils se croyaient être l'objet avaient aigri leur esprit et ils avaient pris la civilisation moderne en horreur.

Grâce à l'initiative de M. Froger, professeur d'histoire à l'école navale de Brest, et sous l'influence et la prédication de M. Henrique et d'un des leurs qu'ils nommèrent leur chef, ils acceptèrent l'aide de la *Société française de colonisation* et partirent en Nouvelle-Calédonie.

Les avances nécessaires au transport et à l'installation du groupement furent faites par l'Etat qui accorda des concessions de terres gratuites, par la Société qui fournit le passage, grâce à des dons, et par la colonie qui donna des outils, des bestiaux et des semences. Mille hectares furent défrichés par la main-d'œuvre des relégués, ensemencés, allotis, entourés de palissades, pourvus de routes et de maisons. Chaque famille reçut une maison, deux génisses, six mois de vivres. Un pâturage commun comprenait 300 hectares.

La *Société protestante de France* s'intéressa aussi à l'œuvre et envoya des livres et quelques menues choses.

Ces avances, estimées seulement 2.200 francs, devaient être remboursées par annuités de 200 francs. Mais pas une seule ne fut payée et après deux années de vie commune, le groupement se désagrégea.

La cause de cet insuccès est curieuse ; il faut la voir en effet, croyons-nous, dans l'intolérance religieuse de ces émigrants. Ils se crurent persécutés par les catholiques de la colonie et ne voulurent pas se mêler à eux. Un fait de peu d'importance, mais caractéristique, montrera jusqu'à quel point s'exaltait leur fanatisme religieux.

En même temps qu'eux, et sur le même bateau, s'embarquaient, à Marseille, des missionnaires et, au départ l'évêque vint les bénir. Immédiatement le chef des colons entra dans une colère folle et considéra cela comme un mauvais présage. Ce chef est, du reste, en grande partie responsable de l'échec. Il avait quitté la France avec des idées de grandeur et rêvait même de devenir le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie. Quant à ses camarades, partis pour fuir la civilisation, ils se disputèrent entre eux au sujet des dignités à s'accorder les uns aux autres.

Dans ces conditions, isolé, mal dirigé, sans appui en France ni dans la colonie, le groupement devait fatalement disparaître. C'est ce qui arriva. Mais, ceux qui le composaient, à l'exception du chef revenu en

France où il occupe un très modeste emploi de commis, sont restés en Nouvelle-Calédonie après s'être séparés et ont trouvé à s'employer chez des colons. Ils y ont parfaitement fait souche et ont donné cinq fois plus d'enfants qu'ils ne l'auraient fait chez eux et, en somme, si la tentative n'a pas réussi en tant que groupement, elle a abouti comme transplantation.

Le second essai de la *Société française de colonisation* est dû à l'initiative de M. Higginson, un colon bien connu, d'origine irlandaise, naturalisé français, fait chevalier de la Légion d'honneur en 1897 et surnommé le roi de la Nouvelle-Calédonie. Il a plus fait à lui seul, en effet, pour la colonisation française là-bas que tout le monde réuni.

C'était en 1886, une convention allait être signée entre la France et l'Angleterre donnant l'autonomie aux Nouvelles-Hébrides. M. Higginson — n'oublions par qu'il était d'origine irlandaise — voulut alors démontrer à l'Angleterre la prépondérance française dans ce pays tant en territoire — nous avions plus d'un million d'hectares — qu'en habitants. Il sut intéresser à son idée M. de La Porte, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, qui lui obtint l'appui du gouvernement français.

La *Société française de colonisation* résolut alors de recruter des colons par voie d'annonces. Il s'en présenta des milliers, comprenant des déclassés de toutes les professions, entre autres un ingénieur, ancien élève de l'Ecole polytechnique réduit à un dénuement absolu.

C'est là que l'on put voir l'effet magique de ce mot, colonies, sur tous les malchanceux de la vie qui croient toujours aux fortunes rapides et prodigieuses hors d'Europe, alors que l'existence y est, au contraire, très pénible et réclame un labeur persistant et que, sans capitaux sérieux et sans aide prolongée, il est presque impossible d'y réussir.

On choisit donc dans le nombre des candidats cent colons dont la santé et l'énergie morales donnaient bon espoir et on les embarqua. Le gouvernement vota sous le titre « d'introduction de travailleurs aux colonies » un crédit pour payer leur passage, M. Higginson avança les frais d'installation et engagea même un médecin. M. de La Porte désigna le chef de la colonie ; c'était un géomètre. Il traça les plans d'un véritable bourg, détermina le lot de chacun, organisa tout avec un très grand soin.

Mais, en passant par Nouméa, le groupement fut harcelé par les sollicitations des colons installés en quête de main-d'œuvre européenne. On leur fit briller les avantages d'une place sûre dans la ville ou ses environs, on leur montra l'incertitude de la vie d'aventures dans laquelle ils allaient s'engager. Bref, séduits par les promesses d'une existence plus facile, la plus grande partie des colons, 70, restèrent à Nouméa. Les autres s'installèrent courageusement dans l'île Malicolo qui leur était destinée et fondèrent le village de *Mélé* qui devint ainsi le point initial de la petite colonie qui existe encore actuellement.

Malheureusement, les colons ainsi envoyés négligent toujours de remercier et même d'écrire, si bien que l'on ne connaît que vaguement l'état actuel de la colonie et les résultats de cette expérience. D'après les dernières nouvelles, qui remontent assez loin, 8 colons sur les trente seraient morts. Mais, sur ce nombre, 5 avaient été reconnus alcooliques et avaient apporté avec eux le germe de la maladie qui devait les emporter. La dernière lettre reçue est d'un Alsacien nommé Pfulb, il écrit bien entendu pour demander des secours et déclare avoir eu de nombreux enfants qui se sont dispersés.

Nous verrons plus loin les causes de ces deux échecs, mais il faut signaler de suite une des principales, qui est le manque de courage des colons. C'est à cause de cette absence d'énergie que le groupement se désagrégea, en effet, comme nous l'avons vu, avant de parvenir à destination. Une mésaventure à peu près semblable arriva de nouveau à la *Société française de colonisation*.

Elle avait obtenu du gouverneur de la Nouvelle Calédonie l'autorisation d'engager des libérés des travaux forcés, assujettis à un séjour et de les grouper dans une petite île voisine. Elle avait élaboré une véritable constitution devant les régir, eux et leur territoire, supprimant tout impôt, tout fonctionnaire, ne laissant subsister que l'emploi de gendarme qu'elle promit à quelques-uns comme la seule perspective assez tentante pour les décider. Mais, malgré cela, tous refusèrent, préférant vivre à Nouméa de mendicité et de moyens vagues et louches.

II

Une autre tentative avec les libérés donna des résultats semblables. Pendant longtemps, l'administration accordait aux condamnés une concession provisoire qui devait devenir leur propriété définitive à leur libération. On donnait à chacun une maison, les outils nécessaires et on leur assurait trente mois de vivres. Bien plus, on achetait leurs récoltes à un prix très rémunérateur et si, par force majeure, l'année était mauvaise, on garantissait leur entretien. Enfin, on les engageait à se marier avec des femmes venues de France. On les traitait délicieusement. Tout cela coûtait environ 5.000 francs par tête et constituait un gros sacrifice pour la colonie. En 25 ans on mit ainsi en concession 2.000 forçats. Six cents seulement ont profité de ces avantages, les deux autres tiers ayant renoncé à leurs concessions pour des raisons diverses. Et encore, sur les 600 concessions cultivées, beaucoup sont tombées entre les mains de colons libres ; si bien, affirme M. Feillet, que même pas 20 0/0 des terres sont ainsi restées entre les mains des concessionnaires ou de leurs familles. On a ainsi dépensé 3 millions, mis en réserve 110.000 hectares de bonnes terres, le tout sans le moindre résultat. Et M. Feillet ajoute dans la *Revue pénitentiaire* : « En fait de concession, il est de langage courant chez les condamnés que la femme (légitime) est la meilleure des concessions et celle qui rapporte le plus. »

III

Voici d'autres tentatives de colonisation par l'assistance dont parle M. Jean Carol dans son livre : *La Nouvelle-Calédonie*.

Un disciple de Fourier, l'amiral Guillaïn, qui gouverna la Nouvelle-Calédonie de 1862 à 1870, voulut y fonder un phalanstère. C'était alors la mode. Par un arrêté du 8 janvier 1864, il est accordé à 20 personnes l'autorisation de fonder une société phalanstérienne ayant pour objet une exploitation agricole.

Une concession de 300 hectares sur les bords de la rivière Yaté leur fut accordée gratuitement et l'administration leur avança des vivres, des semences, des outils et des bestiaux. La société était dirigée par un président assisté d'un conseil élu.

Les résultats furent déplorables ; la direction manqua d'énergie, chacun voulut travailler pour soi et, au bout de deux ans, on liquidait.

Un autre essai eut lieu en 1872, avec des militaires congédiés dans la colonie, auxquels on concéda des terres d'une surface variant de 10 à 40 hectares suivant le grade ; un sergent devant nécessairement prospérer davantage qu'un simple soldat, et méritant d'être, par cela même, favorisé. Aucun ne réussit.

En 1873, M. de la Richerie, alors gouverneur, eut l'idée, assez bizarre, d'essayer de la petite culture. Il installa des Alsaciens qui avaient opté pour la France

et des déportés politiques. Mais les exploitations, éparpillées, échappaient à toute surveillance, n'avaient pas d'unité ; de plus, les terres concédées étaient de mauvaise qualité. La plupart des colons ne persistèrent pas ; il en resta néanmoins quelques-uns et leur village de *Moindou* subsiste encore et est assez prospère.

La tentative suivante est un petit succès. Elle date de 1878.

Le gouverneur Olry fonde à cette époque le centre de *Koné*. Chaque colon reçoit un lot de terrain à bâtir, 1 hectare de terre à jardin, 4 hectares de bonnes terres à cultures diverses, 20 hectares de pâturage. Ces concessionnaires n'ont pas un centime à eux et le gouvernement local leur donne 6 mois de vivres. Sur vingt colons il en reste sept.

Mais, de 1884 à 1888, ce centre reçoit 20 nouveaux émigrants pour chacun desquels l'administration fait défricher et labourer un demi-hectare de terrain. Sur les trente il en reste quinze, proportion passable qu'il faut attribuer à la qualité des colons.

D'autres immigrants sont venus depuis, toujours sans le moindre capital, s'adjoindre au groupement primitif. Le centre comprend aujourd'hui une quarantaine de petites propriétés.

En 1892 fut fondé le groupement de *Voh* qui comprenait d'excellentes terres divisées en 27 propriétés dont tous les propriétaires, sauf trois ou quatre, sont restés. Toutefois une dizaine seulement vivent normalement

et convenablement des seuls produits de leurs terres.

Pendant un certain temps, toujours en Nouvelle-Calédonie, la Société des mines « le Nickel » fondée par John Higginson, offrait à chaque famille pauvre qui s'engageait chez elle une maison meublée, 5 hectares de bonnes terres et 3 fr. 50 par jour au chef de famille, à la condition qu'il fournît annuellement à la mine, et pendant 5 ans, un minimum de 250 jours de travail.

IV

Ne quittons pas l'Océanie sans parler d'une expérience qui réussit fort bien en Australie.

Dans les grandes villes de l'île le nombre des sans-travail augmentant d'une façon inquiétante, le gouvernement autorisa, après enquête, des adultes hommes, par groupes de vingt à aller dans le Sud, vers des territoires encore libres dont elle donna 160 acres à chaque famille. Mais tout le territoire ainsi concédé devait être travaillé en commun, et c'est seulement après la mise en état de culture de chaque concession que les colons pouvaient posséder et travailler réellement leur lot.

Les avances en outils, semences, denrées, portaient intérêt de 4 0/0 à partir de la deuxième année.

Après la promulgation de cet *Act*, en 1874, 10 centres furent créés.

Les résultats ont été excellents. Un acre irrigué rapporte en moyenne 50 francs par an et dès la deuxième

année les colons se sont suffi à eux-mêmes. A partir de la quatrième ils ont commencé à rembourser.

V

En mettant à part cette dernière expérience, sur laquelle les renseignements précis font défaut, tous les autres essais ont donc échoué ou n'ont donné que des résultats médiocres.

Cela était inévitable étant donnée la façon dont ils avaient été conduits. Les émigrants expédiés un peu au hasard n'avaient aucune ressource et, une fois leur transport assuré, leurs concessions et leurs vivres donnés, on ne s'occupait plus d'eux. Ils se trouvaient, en très petit nombre, dans un pays où tout était à créer, comment auraient-ils pu se tirer d'affaire tout seuls ? Les débouchés étaient difficiles à trouver pour leurs produits et si, au centre déjà formé, on avait pu, au fur et à mesure des défections, envoyer de nouveaux colons grossir le nombre de ceux qui restaient, des seuls bons par conséquent, peut-être, grâce à la division du travail seraient-ils arrivés à prospérer, les besoins de l'un correspondant aux aptitudes de l'autre. *Koné* où cela s'est un peu passé de la sorte a pu subsister et même prendre une certaine importance.

Chaque groupement installé a aussi manqué d'un chef énergique et intelligent. Dans l'un, il était atteint de la folie des grandeurs ; dans un second il était trop faible, dans un troisième il n'y en avait pas.

Une autre cause grave d'échec peut se trouver dans le mauvais choix, ou dans l'absence de choix des colons. Or, ce détail est d'une importance extrême. Il faut deux fois plus de santé qu'en France pour lutter aux colonies, il faut quatre fois plus de résistance morale. Si l'on s'était enquis avec plus de soin des antécédents des colons, on n'aurait pas envoyé, comme nous l'avons vu, des alcooliques dans un pays où la tempérance est la condition essentielle de la santé.

Enfin, ces colons n'étaient nullement préparés aux cultures coloniales. On les expédie, on leur donne des terres à caféier ou à tabac et ils doivent de suite leur faire produire un rendement rémunérateur.

Toutes ces tentatives ne constituent donc pas des œuvres raisonnées et suivies, et on ne peut guère en tirer de conclusion sérieuse pour ou contre l'assistance par la colonisation.

Il s'est fondé dernièrement en France, une société visant un but semblable, la *Société d'aide et de protection aux colons* : nous espérons qu'elle saura éviter les erreurs de ses devancières. Nous allons voir en détail son organisation.

CHAPITRE II

DEUX SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE AUX COLONS.

La *Société d'aide et de protection aux colons*. — Son but, ses moyens d'action, ses statuts. — La *Société française d'émigration des femmes*.

I

Il s'est formé au Havre, une *Société d'aide et de protection aux colons* en vertu d'une autorisation ministérielle en date du 23 décembre 1898. Cette Société a pour but de fournir aux candidats colons les premières ressources nécessaires à leur établissement, non sous forme de dons, mais sous forme d'un prêt sans intérêts et d'obtenir leur passage soit de l'État à titre gratuit, soit des Compagnies de navigation à prix réduits. Elle voudrait réunir par groupe de vingt ou vingt-cinq des familles ayant à leur tête un chef de file. Ces groupes s'établiraient, travailleraient et se nourriraient en commun pour commencer. Une fois installés et organisés ils se renforceraient d'autres groupes dont ils faciliteraient la tâche.

Pour le début elle ne lancerait pas les colons dans des cultures d'attentes, mais seulement dans celles qui

se récoltent annuellement afin de leur permettre de se créer des ressources plus rapidement.

Bien que fondée au Havre, l'intention de la Société n'est pas de se limiter au département de la Seine-Inférieure, mais de s'adresser aussi aux autres départements et de faire par suite participer tous les Français aux avantages qu'elle offre et aux groupements qu'elle forme.

Par les extraits suivants des statuts, on verra exactement le but et les moyens d'action de la *Société d'aide et de protection aux colons*.

ART. 1^{er}. — Il est créé dans le département de la Seine-Inférieure, avec siège social au Havre, une Société d'aide et de protection aux colons.

ART. 3. — La Société a pour but de favoriser l'émigration aux colonies de Français sans ressources, sur lesquels elle aura recueilli de bons renseignements, en leur constituant un capital nécessaire leur permettant de s'expatrier.

ART. 4. — La Société prête des fonds sans aucun intérêt avec engagement formel de remboursement. Elle ne fait aucun don. Elle se réserve de transformer les fonds en nature.

ART. 8. — La Société est autorisée à se créer des ressources par les moyens suivants : cotisation, souscription, conférences, fêtes, représentations théâtrales, loteries (autorisées conformément à la loi), tirelire.

ART. 9. — La Société délivre à tous ses adhérents une

tirelire spéciale pour laquelle elle sollicite un versement de un sou tous les jours. Ces économies seront recueillies tous les trois mois.

ART. 10. — La cotisation annuelle est fixée à 1 franc.

ART. 12. — La Société accordera le titre de membre fondateur à toute personne qui souscrira 100 francs une fois donnés. Le titre de membre d'honneur est accordé à toute personne versant à l'œuvre des dons depuis 500 francs.

ART. 13. — La Société est autorisée à recevoir toute somme en espèces.

ART. 14. — Tous les fonds recueillis seront versés à la Banque de France au nom de la Société, ils y seront déposés et retirés par bons et par reçus portant la signature du président et du trésorier.

Le 30 août 1899, la Société a été autorisée à organiser une loterie de 400.000 francs, composée de 400.000 billets à un franc et attribuant 75.000 francs de lots en espèces.

La *Société d'aide et de protection aux colons* n'a pas encore fait beaucoup parler d'elle : elle s'est contentée jusqu'ici de venir en aide à quelques sous-officiers libérés à Madagascar et qui s'y sont établis. Mais elle a tout l'avenir devant elle et l'œuvre qu'elle a entreprise est belle et mérite de réussir.

II

La *Société française d'émigration des femmes* a été fondée en 1897, et a son siège social, 44, rue de la Chaussée-d'Antin. L'initiative en est due à M. Chailley-Bert, secrétaire général de l'*Union coloniale* et à M. Godefroy, son collaborateur. Elle est inspirée d'institutions spéciales anglaises ayant pour but de favoriser l'émigration des femmes. Il y a quatre sociétés de ce genre en Angleterre dont la principale est la *United British Women Emigration Association* qui compte seize années d'existence. Depuis sa fondation, elle a favorisé l'émigration de plus de dix mille femmes. Son budget s'élève à 5.000 livres environ.

Les fondateurs de la *Société française d'émigration des femmes* avaient été frappés du nombre très restreint des femmes aux colonies. Ainsi, à Saïgon il y a 1.345 hommes pour 403 femmes et partout la proportion est à peu près la même, de 20 à 30 0/0. D'un autre côté, d'après les derniers recensements officiels, il y a en France 1.302.471 femmes de vingt à cinquante ans non mariées. Quant aux femmes en quête d'un emploi, les *non classées*, comme les appelle M. d'Haussonville, elles sont innombrables. C'est donc pour parer à cette disette de femmes aux colonies, en même temps qu'à l'encombrement de certaines professions féminines et au grand nombre de jeunes femmes célibataires qu'a été fondée cette société.

Il ne faut pas croire qu'elle soit un peu une agence matrimoniale ; ce n'est, au contraire, que très exceptionnellement qu'elle favorise des mariages ; elle se borne à servir d'intermédiaire entre les colons qui offrent des emplois pouvant être tenus par des femmes et les Françaises que l'exil aux colonies n'effraie pas.

Voici de quelle façon la Société a compris son programme :

En France elle a l'intention de constituer dans les principales villes, des comités chargés de s'informer dans la région des femmes qui désirent émigrer. Ces comités centralisent les demandes, font une enquête sur la moralité, les antécédents, les aptitudes des candidates et communiquent les demandes et les renseignements recueillis au secrétariat général de la Société à Paris.

Dans chacune des colonies dont le climat est salubre, des comités sont chargés à leur tour de signaler, à Paris, les emplois vacants. Ils doivent s'enquérir avant tout de la moralité des personnes offrant ces emplois, le moindre doute suffisant à écarter les propositions. La sévérité du contrôle exercée à Paris sur la moralité des candidates a donc sa contre-partie aux colonies.

Quand une situation offerte a été acceptée, la Société surveille le départ et l'embarquement de la titulaire. Celle-ci, à son arrivée à destination, est reçue par les délégués du comité colonial qui doivent lui aplanir toutes les difficultés du premier jour et lui procurer, si cela est nécessaire, un asile temporaire : chez les Sœurs

si elle est catholique, chez la femme du pasteur si elle est protestante ou dans toute autre maison désignée par le comité. Ces mêmes déléguées la mettent en possession de sa place et ne cessent de veiller sur elle.

Malheureusement les offres d'emplois sont loin de répondre aux demandes ; car si l'on propose aux colons des institutrices, des dames de compagnie, des sages-femmes, ils réclament pour leur part des cuisinières, ou des femmes de chambre, lesquelles, on le suppose facilement, ne sont guère disposées à quitter la France où elles trouvent plus de places qu'elles n'en veulent, toutes bien rémunérées. Cependant, la Société a déjà envoyé des fermières et des employées de commerce en Nouvelle-Calédonie, des femmes de chambre en Tunisie, des sages-femmes et des gardes-malades en Algérie, quelques lingères et repasseuses.

Ces deux Sociétés poursuivent une tâche très intéressante et seront peut-être d'une grande utilité dans l'avenir, mais les résultats donnés jusqu'ici ne peuvent permettre de les juger encore ni de tirer des conclusions sur la façon dont elles ont compris leur œuvre. Ce que nous allons étudier en détail, c'est le fonctionnement d'une autre Société, la *Jewish Colonization Association* qui a réussi à établir aux colonies des groupements très nombreux d'israélites pauvres ou persécutés. Ces groupements commencent à vivre d'eux-mêmes et à prendre l'importance de véritables villes. C'est le meilleur

exemple, croyons-nous, de ce que l'on peut faire en matière d'assistance par la colonisation, car on ne se trouve pas en présence de simples projets ni d'idées encore vagues mais devant des faits et des résultats, devant une expérience suivie et raisonnée.

CHAPITRE III

LA « JEWISCH COLONIZATION ASSOCIATION ».

Historique. — La situation des Israélites en Russie ; l'œuvre du baron de Hirsch ; ses différentes périodes. — Principes essentiels de la *Jewish colonization association*. — Le système du remboursement des avances ; le *selfgovernment*. — Administration. A Paris. Dans la colonie. — Les cultures, l'élevage. — Les écoles, les bibliothèques. — Le service sanitaire. — Résultats. — L'œuvre de transplantation et d'adaptation a parfaitement réussi.

I

La *Jewish Colonization Association* (association de colonisation juive) a été fondée en 1890-91 par M. le baron Maurice de Hirsch pour venir en aide aux Israélites subissant les rigueurs des lois d'exception dans leur pays et en particulier aux Israélites de Russie.

C'est, en effet, en Russie que la race juive a le plus à souffrir des persécutions légales. Sans entrer dans le détail de la situation qui leur est faite, rappelons que les juifs de Russie ne peuvent résider que dans certaines régions déterminées ; or ces régions, assez vastes en réalité ne comprennent que peu de villes, dans lesquelles l'encombrement est par suite formidable. Heureusement cette loi était, jusqu'en 1890, à peu près

inexécutée ; mais à ce moment parut un décret la remettant en vigueur et expulsant les juifs de tous les villages situés hors de leurs territoires réservés, où ils ne résidaient pas avant 1882. C'était la ruine absolue pour un nombre incalculable de familles obligées d'abandonner tout : situation, commerce, relations.

L'Israélite, en Russie, est en outre soumis à des impôts spéciaux et supplémentaires ; il ne peut devenir officier ; le nombre de juifs se destinant à des carrières libérales est limité, etc., etc.

C'est donc une situation très misérable et tout à fait d'exception qui est réservée à la race juive. Aussi le baron de Hirsch, frappé de l'état de servitude auquel elle était condamnée, sans doute à perpétuité, songeait depuis longtemps à fonder des colonies où il essaierait de transplanter les plus malheureux et les plus intéressants à la fois de ses coreligionnaires.

En 1889, il envoya dans la République Argentine une commission de trois personnes chargées de lui faire un rapport sur les terrains les plus propres à la colonisation et sur la possibilité d'y créer des colonies. Cette commission conclut favorablement et, au milieu de l'année 1890, un directeur fut envoyé. Il devait acheter des terres dans la province de Buenos-Ayres, en un lieu qui fut baptisé *Mauricio* (du nom du baron Maurice de Hirsch) et y créer de toutes pièces un véritable bourg, faire construire des maisons et défricher des terres, préparer des semences, des outils, des animaux et des vi-

vres. Pour tout organiser, ce directeur demandait une année pleine.

Or, à peine était-il arrivé en République Argentine, que parut en Russie la loi de 1890 dont nous venons de parler. Cette loi, mise en vigueur avec une promptitude et une rigueur peut-être excessives, rendit impossible la situation des Israélites. Des commencements d'émeute éclatèrent, de petites insurrections se produisirent, en vain d'ailleurs, et plus de 50.000 juifs passèrent la frontière et se répandirent par l'Europe. La situation était critique. Le baron de Hirsch, pressé de tous les côtés, se décida alors à expédier de suite, quoique rien ne fût prêt pour les recevoir, environ 500 familles représentant plus de 2.000 individus. C'était courir au devant d'un échec presque certain, ou tout au moins de difficultés très grandes ; mais la nécessité le voulait et la *Jewish colonization association* fut ainsi fondée et commença à fonctionner en cette fin d'année 1890, un an plus tôt que cela n'était prévu. Quoique société anglaise son siège fut fixé à Paris, 2, rue de l'Elysée ; il a été transporté depuis, 2, rue Pasquier, où il est encore actuellement.

Les premiers colons arrivèrent donc en Argentine où rien n'avait eu le temps d'être préparé pour eux. Le gouvernement les abrita d'abord dans le local affecté aux émigrants et l'Association les logea ensuite près de Mauricio, dans une sorte de grand caravansérail. Là, elle fut obligée de les nourrir et de les entretenir au

moyen de distributions. C'était donc de la bienfaisance pure et non l'assistance par le travail qu'on avait rêvée. Il y eut ainsi plusieurs mois d'anxiété chez les organisateurs, de désordre et de découragement chez les assistés dont un grand nombre, la moitié environ, quitta la colonie.

Cependant, insensiblement, un tassement se produisait ; les colons, peu à peu, s'installaient dans les habitations qu'on avait fini par construire et commençaient à cultiver leurs terres. Comme ils étaient trop nombreux à Mauricio, on en déversa une partie dans la province de l'*Entre-Rios*, sur des terres que la Société venait d'acheter et qu'on baptisa *Clara*. Ce fut le second centre créé. On résolut d'attendre avant d'envoyer d'autres groupes, afin de laisser à celui déjà installé, le temps de s'organiser définitivement et de se subvenir à lui-même. Pendant les trois années suivantes quelques familles isolées rejoignirent donc seulement les deux colonies déjà fondées. Enfin, une dizaine de familles juives de Russie qui s'étaient établies librement depuis plusieurs années dans la province de *Santa-Fé* et auxquelles la Société était venue un peu en aide, formèrent le noyau d'un troisième groupement, *Moisesville*.

Malheureusement, au moment où les récoltes commençaient à devoir être productives, les sauterelles s'abattirent sur le pays, saccageant tout, et cela pendant trois et quatre années de suite. C'est dire que l'Association fut bien souvent obligée d'intervenir et d'envoyer

des subsides en espèces, chose tout à fait contraire à son esprit et à ses règlements mais qu'elle se résigna à faire puisque la fatalité l'y contraignait, jugeant plus sage d'attendre la période de réaction bienfaisante, qui ne devait pas tarder à se produire, pour observer rigoureusement ses statuts.

Toutefois, pendant ce temps, d'autres groupements se formaient en Russie et demandaient à la *Jewish colonization association* de les envoyer aussi en République Argentine. A Paris, on hésitait. On fit patienter le plus possible les aspirants colons que l'on soumit d'abord à un examen sévère au point de vue physique et moral et en tenant compte de l'âge et du nombre d'enfants. C'est un comité, organe de la Société et détaché par elle à Saint-Petersbourg qui est chargé de ce choix parmi les émigrants.

En 1894-95, treize groupes d'environ 50 familles chacun furent ainsi installés dans l'Entre-Rios, où plusieurs petits centres furent créés non loin de Clara et où les attendaient, tout prêts : logis, installation, semences et terrains.

Ce second groupe réussit mieux que le premier ; malheureusement il eut aussi à souffrir des invasions de sauterelles que nous avons signalées, si bien que découragés, atteints de *spleen*, des colons, un tiers environ, s'en allèrent. Mais cette sélection naturelle était excellente, car ceux qui partaient ainsi étaient, soit des gens manquant de l'énergie nécessaire pour se refaire une

existence, soit des citadins ne pouvant s'adapter au pays ni réussir dans l'agriculture.

A cette même époque, cinquante familles, *prises parmi les plus déshéritées* de Russie furent envoyées à Moisesville et installées avec encore plus de soin que les précédentes. Tout était si bien disposé pour les recevoir que, le lendemain même de leur arrivée, elles pouvaient se mettre à l'ouvrage.

Et la réussite fut inespérée puisque, à l'heure actuelle, *pas un seul de ces colons n'a quitté Moisesville*; c'est une preuve évidente que seules les circonstances sont la cause des défections qui se sont produites dans les autres groupements installés avec plus de hâte et moins de méthode.

En 1895, l'Association comptait ainsi 4.222 familles dans la République Argentine. Elle procéda à ce moment à l'élimination de quelques éléments qui lui semblaient devoir nuire à l'œuvre par la suite; elle renvoya de la sorte plusieurs colons en Europe. Par suite de cette élimination, il ne resta plus en 1896 que 910 familles comprenant 6.757 individus.

En 1897, la situation devient plus solide. Les colons paraissent fixés au sol où ils travaillent et la direction ne reçoit plus de demandes de rapatriement; les fils et les gendres de colons, qui jusque-là travaillaient avec leurs parents, réclament afin d'être installés séparément comme travailleurs indépendants; d'autres font venir à leurs frais leurs parents de Russie; on entre

dans la période de calme et de travail ; le rêve, considéré comme impossible, de créer des colonies d'émigrants prospères, semble se réaliser. A la fin de cette année, le recensement accuse 7.015 âmes ; le nombre d'hectaresensemencés est de 40.000 contre 37.000 l'année précédente.

En 1898, quelques colons commencent à rembourser leurs avances ; à côté de la culture du blé et du lin, on crée des luzernières et on favorise l'élevage ; 4.000 hectares sontensemencés et la population est de 6.746 âmes.

En 1899, la population atteint 6.806 individus et le nombre d'hectaresensemencés est de 44.837.

L'année dernière, cinquante nouvelles familles ont été envoyées à Moisesville et on créait une nouvelle colonie, *Lucienville* où se sont installés des fils et des gendres de colons, au nombre de 32 familles.

Nous verrons les résultats plus loin, après avoir étudié l'organisation de l'œuvre. Disons seulement que, dès maintenant, la situation est nette et l'avenir assuré. Tous les colons se subviennent à eux-mêmes, leur initiative se développe, ils achètent, de leur propre inspiration des animaux d'élevage, font des plantations d'arbres, organisent des foires, s'unissent à plusieurs pour se procurer des machines aratoires perfectionnées ; bref, une vie très active anime les trois colonies.

Nous allons voir, par l'étude du fonctionnement de

la Société, comment elle a pu en arriver là après avoir traversé des débuts assez pénibles.

II

Quatre grands principes sont à la base de l'institution :

1° Les colons doivent à l'Association le remboursement des avances qui leur ont été faites ;

2° Ces avances doivent toujours être données en nature ;

3° Il est laissé la plus grande initiative aux colons ;

4° Le recrutement des colons s'opère par la spontanéité.

Ce n'est pas de la simple bienfaisance, en effet, que le baron de Hirsch a eue en vue, c'est de l'assistance par le travail. Il a voulu faire des travailleurs libres et des propriétaires aisés de gens qui n'avaient pas réussi, non à cause de leur incapacité, mais à cause des lois humaines ou des conditions sociales.

Il est donc convenu dans le contrat que signe chaque colon avec la *Jewish colonization association* que, dès qu'il le pourra, il remboursera en douze annuités ce qui a été dépensé pour son installation.

La plupart des colons, cela est certain, n'ont pas encore commencé à se libérer, mais nous avons vu que depuis deux années un certain nombre, surtout à Moisesville et à Mauricio l'ont fait. C'est un signe certain de

prospérité et aussi de l'intention qu'ont ces colons de s'installer définitivement et de se perpétuer.

C'est la première fois que, dans tous les essais de colonisation par l'assistance tentés jusqu'à ce jour, un pareil fait se produit et que les assistés envoient de l'argent à la société qui les a installés.

Ces avances sont données uniquement en nature. Par suite des circonstances particulières du début et des invasions de sauterelles, des subsides en argent ont été distribués, comme nous l'avons dit, mais c'est là un cas tout exceptionnel, il valait mieux secourir directement les colons que de les voir s'adresser à des usuriers.

Ces avances sont les suivantes :

Chaque colon reçoit en moyenne 100 hectares de terres, — il est tenu compte dans la répartition de l'importance de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, — une maison en briques, couverte en tôle ondulée et comprenant deux pièces éclairées par trois fenêtres, un four et un puits. Comme cheptel vivant, il a quatre bœufs, quatre bouvillons, deux juments ; comme cheptel mort, un char, deux charrues et une herse. Les colons reçoivent aussi les semences nécessaires pour faire du blé et de la luzerne. On s'occupe actuellement de fournir cinq ou six vaches laitières par colon.

Ces avances sont estimées à 8.000 francs, et chaque colon a une feuille spéciale sur laquelle son compte est établi.

C'est le *selfgovernment* qui règne en maître dans les

trois colonies ; les colons nomment, en effet, un comité chargé de les représenter et de s'occuper des intérêts communaux. En tout la plus grande initiative leur est laissée. Ils ne subissent aucune pression relativement au genre de culture à préférer, ou à la façon de la traiter et d'en tirer parti. Les administrateurs délégués par la direction, les maîtres d'école peuvent leur donner des conseils, faire des études sur certains produits ou des tentatives de plantations et d'élevage, mais les colons sont absolument libres de ne suivre que leur seule idée et de diriger leur entreprise comme ils l'entendent.

Cela est parfaitement logique et raisonnable, les assistés sont en somme des propriétaires et il est juste de les laisser se conduire en hommes libres. Une immixtion de l'Association dans leur vie pourrait tuer, chez les colons, tout désir de triompher de la nature et de leurs voisins ; il vaut mieux laisser agir à la fois l'enseignement de l'expérience et la concurrence.

C'est une idée semblable qui a amené l'Association à ne vouloir recruter les colons que par la *spontanéité*. Autrement dit, on ne va pas chercher en Russie ou ailleurs les familles pauvres pour les faire émigrer ; on attend que, d'une part, dans les colonies le besoin de nouveaux bras se fasse sentir et que les colons réclament des parents ou des amis pour les installer auprès d'eux, d'autre part, qu'en Russie des familles demandent à s'expatrier. Ces dernières sont alors soumises à un examen très sévère de la part du comité de Saint-

Pétersbourg qui fait un choix parmi elles. Celles qui sont acceptées s'embarquent à leurs risques et à *leurs frais* pour l'Argentine où l'Association les installe et leur fait les mêmes avances qu'à celles qui les ont précédées.

Ce mouvement spontané d'émigration n'est pas seulement théorique, il existe réellement et, dans les deux dernières années, un très grand nombre de colons ont demandé à la direction de bien vouloir laisser venir auprès d'eux des parents et des amis qu'ils ont laissés derrière eux en Russie. Ceux de l'Entre-Rios estimaient même qu'il y avait place dans leur groupe pour 150 familles.

C'est ainsi qu'en décembre dernier, 36 personnes sont arrivées à Mauricio, appelées par les colons et travaillent avec eux. Enfin, dans le courant de janvier 1901, 184 personnes sont arrivées spontanément dans l'Entre-Rios et 17 à Mauricio de la façon que nous venons d'indiquer.

III

La *Jewish colonization association* est administrée par un conseil d'administration qui siège à Paris, et dont le président est M. Narcisse Leven et par trois directeurs, MM. le Dr Sigismond Sonnenfeld, Théodore Adler et Meyerson. Le secrétaire général est M. le Dr Elie Schwarzfeld. Tous s'occupent de questions sociales et religieuses ; certains même, comme MM. Sonnenfeld et Schwarzfeld sont les auteurs d'ouvrages très appréciés de sociologie et d'économie politique.

Voilà donc l'âme, la tête de l'Association. C'est là que se centralisent tous les renseignements et toutes les demandes. C'est de là que partent les ouvertures de crédit et les concessions de terre.

Mais la direction qui agit, les bras pourrait-on dire, est à Buenos-Ayres où se trouve le siège de la direction centrale composée de deux directeurs. Leur rôle est facile à concevoir : ils représentent la Société auprès de la République Argentine, ils exécutent les ordres de la Direction de Paris, font des rapports sur la situation de chaque centre, s'occupent des achats de terrains, etc.

Après eux, dans chaque colonie réside un administrateur, employé de l'Association.

Les colonies, en Argentine, sont divisées en trois grands centres :

Moisesville (province de Santa-Fé).

Mauricio (province de Buenos-Ayres).

Colonies d'*Entre-Rios* (province de l'Entre-Rios).

Ce troisième groupe, de beaucoup le plus important, est composé d'un grand nombre de petits groupes (dix-neuf) dont le principal est *Clara*. Sa population est de 5.000 âmes. Aussi, à côté de l'administrateur, y a-t-il deux sous-administrateurs.

Ces administrateurs sont choisis parmi des agronomes ; ils sont donc, en même temps que les délégués de la Direction, les conseillers des colons. Ils font des essais de culture et de croisements ; ils s'occupent

aussi de l'installation de nouveaux colons et sont en rapport avec la direction de Buenos-Ayres.

Comme application du *selfgovernment*, il y a dans chaque centre une commission de colons, composée de cinq membres élus par eux à la majorité des voix. Cette commission s'occupe de toutes les affaires communales et en particulier des écoles et des routes. Elle traite avec les entrepreneurs de battage mécanique et sert d'intermédiaire dans les demandes d'avances des colons.

Elle est, en somme, l'émanation même des habitants, formule leurs vœux et leurs réclamations; elle complète l'administration de la Société qui comprend ainsi son gouvernement central, ses administrateurs provinciaux et ses comités élus.

IV

L'Association possède en République Argentine un peu plus de 200.000 hectares, inégalement répartis, puisque l'Entre-Rios en possède à lui seul 154.000.

Plus de la moitié est colonisée. En 1899, 44.837 hectares de ces terres avaient étéensemencés, ce qui représente 38 hectares par famille, résultat déjà fort joli.

Les cultures principales sont le blé, le lin, le maïs et, depuis quelques années, la luzerne. Sur les 100 hectares que l'on réserve en moyenne à présent à chaque

famille, 25 sont clôturés et réservés autour de la maison pour le jardin et la luzernière.

Le rendement du blé, dont la surface ensemencée est de 25.000 hectares, n'est pas merveilleux, il ne donne que 4 quintaux à l'hectare à Moisesville, 7 quintaux 1/2 à Mauricio et 6,80 quintaux dans l'Entre-Rios. Le lin, qui occupe une superficie ensemencée de 10.737 hectares produit un peu plus de 4 quintaux à l'hectare ; quant au maïs, les colons en tirent 15 quintaux par hectare.

Dans les premiers temps on prêtait peu d'attention aux potagers, mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Les colons ont du reste compris tout l'avantage qu'ils pouvaient en tirer. Le potager subvient en partie à leur nourriture et peut être, en outre, cultivé par les membres de la famille trop faibles pour la grande exploitation. Le bénéfice net est donc très grand.

Nous connaissons le matériel agricole dont dispose les colons, leur initiative l'a amélioré. L'administration ne leur ayant remis qu'une moissonneuse pour deux, chacun a tenu à avoir la sienne propre. Ils ont trouvé à en acheter une soixantaine à crédit. En 1899, un groupe de quatorze colons a même acheté une batteuse. Une autre batteuse a été acquise par deux colons. Beaucoup ont un tilbury qu'ils conduisent à la mode du pays.

Des cultures nouvelles ont été essayées ; on avait songé au seigle et à l'orge, mais ces deux produits n'ont pas débouché en Argentine et ne peuvent servir qu'à

la consommation des colons. On a tenté la culture de la ramie, mais on l'a abandonnée. On essaie en ce moment une plante oléagineuse, la navette de Russie, qui semble devoir donner des résultats plus satisfaisants. On commence à s'adonner aussi à la culture du ricin.

Mais les deux choses qui semblent devoir faire surtout la prospérité de la colonie, sont l'élevage et la laiterie. C'est pour favoriser ces deux branches nouvelles que la Direction a créé des luzernières qui prennent de jour en jour une importance plus grande.

Les colons ont un débouché tout trouvé pour la vente de leurs animaux dans les grandes fabriques de viande de conserve installées le long de l'Uruguay. Des foires sont aussi organisées tous les quinze jours où les bouchers des environs viennent s'approvisionner. C'est pourquoi, voyant les bénéfices qu'ils peuvent en tirer, des colons ont acheté, avec leurs propres ressources, des animaux d'élevage et même quelques reproducteurs, quoique les taureaux et les étalons appartiennent en général à l'administration. La luzerne inutilisée est, en outre, vendue ; la luzerne donne 6 coupes à l'année et environ 20 tonnes à l'hectare, du moins à Moisesville ; la tonne de luzerne laisse au producteur un bénéfice net de 10 à 12 francs.

La prospérité des laiteries est due en grande partie à l'initiative et à l'aide de l'Association. Afin d'assurer un débouché à la vente du lait, elle a traité avec une compagnie anglaise qui achète tout le lait des colons et le

transforme sur place. Pour arriver à ce résultat, la Direction a donné à la compagnie les terrains, l'installation et lui a garanti une certaine quantité de lait par jour. Mais elle n'a pas eu à se plaindre de ces sacrifices. A Moisesville la production quotidienne du lait dépasse 4.000 litres ; à Mauricio, elle atteint près de 10.000 litres et certains colons favorisés en tirent un bénéfice mensuel de 160 à 200 francs ; toutefois, la moyenne est d'environ 80 francs de rapport par mois.

V

La *Jewish colonization association* ne s'est pas contentée d'assurer le travail de ses assistés, elle a songé aussi à leur éducation et, en même temps qu'elle créait des exploitations agricoles, elle fondait des écoles.

Il y en a *neuf* actuellement dans les trois colonies : 1 à Moisesville, 2 à Mauricio, et 6 dans l'Entre-Rios ; elles comptent 800 élèves inscrits, dont la plupart suivent régulièrement les cours ; les plus grands y viennent même le plus souvent à cheval.

L'enseignement se fait en espagnol et l'on y apprend la grammaire, l'arithmétique, l'histoire et la géographie de l'Argentine, les leçons de choses. Dans chaque école, il y a des cours de jardinage pour les garçons et de couture pour les fillettes. Une luzernière d'un hectare et un jardin sont toujours annexés à la maison et les élèves, pendant les récréations, s'exercent à la culture des fleurs et des légumes. L'école d'*Algarrobo*

notamment, à Mauricio, est renommée pour ses beaux arbres fruitiers.

Les professeurs sont fournis par l'*Alliance israélite*.

Des cours du soir pour adultes sont aussi organisés et des bibliothèques sont ouvertes. Celle de Moisesville a une centaine de volumes en allemand, une trentaine en espagnol et est abonnée au journal la *Nacion*. La cotisation des colons de l'endroit est d'un franc par mois. La bibliothèque de l'Entre-Rios possède 670 volumes, la plupart en russe. Le nombre des abonnés est de 70 et chacun d'eux ne paie qu'une cotisation annuelle de 4 francs. Le nombre des livres prêtés par semaine est en moyenne de 75.

L'état sanitaire de la colonie est des plus satisfaisants. Il y a eu en 1896-97 quelques cas de fièvre typhoïde occasionnés par l'eau, mais la maladie a heureusement conservé un caractère bénin. Depuis, des mesures ont été prises avec succès pour éviter le retour de l'épidémie et on a creusé les puits jusqu'à 10 ou 12 mètres au lieu de 4 mètres comme au début, et l'eau ainsi obtenue est mieux filtrée et plus saine. On a aussi fait des plantations d'eucalyptus dans certaines parties.

Il y a un médecin par colonie, mais celui de l'Entre-Rios qui réside à Clara a quatre officiers de santé sous ses ordres, établis dans les quatre principaux centres de la colonie.

Il y a un hôpital à Mauricio et un à Clara.

VI

Telle est la colonisation de la société dans la République Argentine. Les résultats en sont tout simplement merveilleux. Il y a là une population de 7.000 individus que les lois de leur pays condamnaient à une misère perpétuelle et qui se sont refait une existence [sans arrière-pensée de retour, du moins pour la généralité. La meilleure preuve en est dans le souci qu'ils ont d'améliorer et d'embellir leurs demeures. A Moisesville, ils ont planté plusieurs centaines de mille arbres, surtout des azédaracs parce que les sauterelles ne les attaquent pas. Les maisons sont entourées de véritables bosquets. De même à Clara. Chaque colon a, à côté de sa riante maison en briques, un potage dans lequel poussent principalement jusqu'ici des oignons, des betteraves, de l'ail, des melons, des pastèques. A côté des azédaracs se dressent des peupliers et même des arbres fruitiers, pêchers, cognassiers, quelques orangers et quelques pieds de vigne. Il n'est pas rare de rencontrer aussi des parterres de fleurs que les colons entretiennent avec un soin jaloux. S'ils viennent dans les bureaux de l'administration, ce n'est pas pour réclamer des secours, mais pour demander plus de terrain ou pour qu'on installe à part un membre de leur famille.

L'augmentation naturelle de la population est du reste fort belle, puisqu'elle peut être évaluée à 5.50 0/0. Les statistiques de 1897 à 1899 ont donné les proportions

suivantes : naissances, 5 1/2 0/0 ; mariages, 1,7 0/0 ; décès, 0,6 0/0.

Au 1^{er} janvier 1900, la population totale était de 1.288 familles donnant le chiffre de 6.755 individus et comprenant :

hommes.	1251
femmes.	1271
garçons.	2328
filles	1905

Voici le chiffre des habitants par colonie :

Colonie	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
Moisesville .	229	237	444	350	1.260
Mauricio . .	176	177	327	246	926
Entre-Rios .	846	857	1557	1309	4.569

Cette statistique ne comprend bien entendu que les colons dépendant de l'Association et ne parle pas des habitants du pays qui ont pu, attirés par la prospérité des nouveaux centres, s'y établir.

Mais, ce qu'il y a de plus remarquable, c'est l'adaptation de tous ces gens à une vie, à des cultures, à un pays tout à fait nouveaux pour eux. Si quelques-uns étaient des agriculteurs, beaucoup n'avaient jamais quitté les villes ; et cependant, même la transplantation de ces derniers a parfaitement réussi. Le vieil et tenace instinct de la race juive qui la pousse à abandonner le travail de la terre pour le commerce a été refoulé et ces nouveaux colons sont redevenus les antiques pas-

teurs des premiers temps de leur histoire. C'était la grosse difficulté, elle a été vaincue. La *Jewish colonization association* a du reste fait tout ce qu'elle a pu pour arriver à ce résultat ; ses efforts ont tendu vers la suppression des vieilles coutumes des Israélites de Russie. Ils ont commencé par dépouiller leur costume traditionnel, ils finiront par dépouiller leur âme. L'éducation qui est donnée à leurs enfants est toute moderne et conçue suivant des principes larges. On leur enseigne le plaisir de l'action dans les libres espaces, le dédain de tout ce qui est mesquin et d'esprit rétrograde. Et peu à peu, les colons, quoique vivant très groupés et en famille, prennent certaines habitudes du pays, ils observent scrupuleusement leur religion, certes, mais ils font des concessions aux nécessités de leur nouvelle vie. En s'assimilant à un peuple étranger, ils deviennent eux-mêmes un peuple nouveau.

Ce n'est pas le phalanstère rêvé il y a quelques dizaines d'années, mais c'est quelque chose de neuf pour les pays neufs, quelque chose qui pourrait peut-être amener la solution de la question coloniale.

Il est certain que la fondation d'une pareille colonie a coûté énormément d'argent, quoique maintenant l'Association ne compte jamais plus de 8.000 francs de dépenses par colon, terrain compris, et par colon, elle entend bien entendu aussi toute sa famille. Mais ce sont là des frais de premier établissement. Lorsque la vie sera tout à fait intense et que les colons pourront satis-

faire les besoins qu'ils ont restreints jusqu'ici, il y aura place pour des artisans, des commerçants qui ne coûteront rien à la Société et pour lesquels la colonie sera au contraire une source de prospérité. Les colons actuels, lorsque leurs exploitations auront pris toute leur ampleur et que leurs enfants, grandis, les quitteront pour s'installer séparément, auront besoin d'aides, garçons de ferme ou autres, qui pourront ensuite s'installer à leur tour. La vie normale aura repris son cours, il ne restera plus trace de bienfaisance ; les avances consenties par l'OEuvre auront peut-être été remboursées presque en totalité et, continuant son entreprise généreuse autre part, l'Association, ne surveillant plus que de loin celle-ci, en recommencera d'autres.

Mais, en somme, on peut dire que dès maintenant la Société ne joue plus vis-à-vis de ses assistés que le rôle d'un conseil intelligent et prévoyant, en même temps que celui d'un banquier qui a confiance en ses clients.

Et dix ans ont suffi pour cela !

Nous ne parlerons pas des autres essais de colonisation que l'Association soutient aux Etats-Unis, en Palestine, un peu partout, car ce n'est plus tout à fait notre sujet. Du reste, ces centres de colons n'ont pas été fondés par elle, elle se contente de les aider.

La tentative que nous venons d'étudier suffit d'ailleurs amplement et, quelles que soient les opinions de chacun, quelles que soient les tendances intimes de chaque esprit, il nous semble qu'on est forcé de s'inté-

resser à cette expérience si concluante du baron de Hirsch et de la *Jewisch colonisation association* et de reconnaître pour belle, généreuse, utilitaire et bien conçue leur œuvre de colonisation dans la République Argentine.

CHAPITRE IV

L'ASSISTANCE PAR LA COLONISATION EST-ELLE POSSIBLE ?

Causes de réussite de la *Jewish colonization association*. — Conditions de réussite nécessaires au succès de toute tentative analogue.
— L'assistance par la colonisation est possible.

I

Les résultats de la *Jewish colonization association* ne sont pas une garantie formelle de succès pour une tentative analogue. Il n'est toutefois pas inutile de rechercher les causes de cette réussite.

La première réside, il ne faut pas se le dissimuler, dans la grande quantité d'argent mise à la disposition de l'œuvre. Mais cela ne sera un étonnement pour personne ; coloniser sans argent est une chimère irréalisable. Il ne faut cependant pas oublier que les conditions exceptionnelles dans lesquelles ont été effectués les premiers envois de colons entrent pour une grande part dans l'exagération des frais.

Mais, les colons installés largement, n'ont pas pour cela été abandonnés à eux-mêmes. La société a été tenue au courant de leurs essais de culture et d'élevage et les a puissamment aidés. Aux assistés sans grandes

connaissances agricoles, elle a adjoint des administrateurs agronomes chargés de les guider. Donc, seconde raison, le colon n'a jamais été livré à ses propres forces. Loin de son pays, jeté tout à coup dans une vie nouvelle, il a toujours eu quelqu'un qui veillait sur lui.

Il sentait, en outre, au-dessus de lui une autorité à laquelle il devait tout il est vrai, mais à laquelle aussi il était forcé de se soumettre. En acceptant les conditions, bien douces du reste, que lui faisait l'Association, il acceptait en même temps la sorte de petite constitution qui devait le gouverner, l'autorité du gouverneur et celle, plus proche, des administrateurs.

De plus, le colon n'a jamais été isolé. Les groupes employés ne comprenaient pas 10 ou 20 familles, mais 200, 300 à la fois, jamais moins de 50. Il est plus facile de vaincre quand on est très nombreux ; souvent des efforts combinés sont nécessaires et, ce que l'un n'arrive pas à exécuter, son voisin le peut. Autre avantage : si des défections se produisent, le nombre de ceux qui restent est toujours suffisant. Et je ne parle pas de l'appui moral, d'une importance si grande, et que tout homme trouve dans la réunion d'autres hommes liés par les mêmes intérêts, entravés par les mêmes difficultés.

Enfin, les assistés avaient été choisis avec soin, ou bien par une sélection naturelle et par des renvois motivés, les mauvais éléments étaient partis. Les colons

installés présentaient donc toutes les garanties possibles au point de vue physique et moral.

Voilà donc les cinq grandes raisons de la réussite de cette tentative de colonisation par l'assistance, voilà les cinq conditions de tout essai analogue : l'abondance de l'argent, la sollicitude continue, la direction ferme et intelligente, le grand nombre des colons, leur choix judicieux.

II

Si l'entreprise de la *Jewish colonization association* ne prouve pas que l'assistance par la colonisation doit toujours réussir, on ne peut pas dire qu'elle ne prouve rien. Il est impossible de tirer un argument sérieux des qualités particulières de la race juive ni de la solidarité que fait naître entre les colons la persécution dont ils sont victimes, car le malheur, la détresse des vaincus de la vie produisent aussi parmi eux cette même solidarité. Avoir souffert, dans un même pays, dans une même civilisation, des mêmes maux, de la même faim, et peut-être de la même injustice du sort, cela crée un lien très profond et suffisant pour allier dans un même effort des individus différents.

La grande objection, selon nous, est la suivante : la seule cause possible d'échec dans toute tentative semblable réside dans la qualité des colons assistés. Or, les Russes envoyés en Argentine avaient émigré beaucoup moins sous la contrainte de la misère qu'à cause de la

dureté des lois d'exception qui les frappaient. Ils savaient que, s'ils restaient dans leur pays, jamais ils ne pourraient devenir riches, indépendants, heureux ; ils savaient que, misérables aujourd'hui, ils étaient condamnés à l'être encore le lendemain, toujours. Transplantés en Amérique, ils savaient de même que, s'ils rentraient chez eux — en admettant, ce qui n'est pas, que la loi le leur permît — ils se heurteraient à la même impossibilité de vivre. *Ils n'avaient pas d'autre issue à leur misère que l'émigration.* Et c'est là, selon nous, la grande raison du succès de la colonisation argentinienne.

Prenons au contraire des indigents ordinaires. Rien ne s'oppose à ce que, pauvres aujourd'hui, ils deviennent riches plus tard. Ils partent sous la subite poussée du découragement, mais, établis hors de France, le souvenir des souffrances passées s'efface ; ils se disent que, peut-être, par la suite, ils auraient conquis, sinon la fortune, du moins l'aisance. Tout le mal qu'ils se donnent actuellement, peut-être qu'il aurait été plus productif dans leur pays ; la nostalgie alors s'empare d'eux, leur énergie disparaît ; ils n'ont plus qu'une idée : revenir en France d'où *rien d'absolument irrémédiable* ne les forçait à partir.

Et voilà peut-être la grosse difficulté qui attend les essais futurs de colonisation, voilà ce qui fait de l'œuvre de la *Jewish colonization association* une chose toute particulière.

Mais cette expérience prouve tout au moins que l'assistance par la colonisation est possible. Nous allons essayer de voir comment. Notre intention n'est pas de tracer le plan définitif d'une société coloniale nouvelle basée sur l'assistance ; beaucoup plus modeste, nous nous contenterons d'utiliser les arguments et les exemples que nous avons donnés jusqu'ici, trop heureux si nous pouvons montrer qu'une telle tentative mériterait d'être essayée sérieusement .

CHAPITRE V

PROJET D'ASSISTANCE PAR LA COLONISATION.

Qui peut se charger d'une pareille entreprise. — Choix d'une colonie.
— Principe du remboursement. Les cultures. Les dépenses par famille. — Choix des colons. — Avenir de l'œuvre.

I

Ce n'est pas l'Etat qui peut se charger de l'organisation et de la surveillance d'une entreprise d'assistance par la colonisation, du moins pour le moment, mais il peut y contribuer pour une large part et suivant deux modes bien différents. D'abord, en accordant gratuitement des passages et des concessions ainsi qu'il le fait déjà maintenant, et en subventionnant largement la Société qui s'en occuperait ; — sur les 250 millions du budget de l'Assistance publique il ne serait peut-être pas impossible en effet de prélever une certaine somme en faveur de l'œuvre — ensuite, en préparant aux cultures coloniales dans ses colonies agricoles les enfants et les adultes indigents.

Une société reconnue d'utilité publique aurait toute l'administration de l'entreprise : direction centrale à Paris, un directeur délégué dans la colonie, des corres-

pondants dans toutes les grandes villes. Les ressources proviendraient de la bienfaisance privée — stimulée au besoin par les journaux, par des loteries, des ventes — de l'État, des subventions d'œuvres charitables et en particulier de celles qui s'occupent d'assistance par le travail, des communes auxquelles appartiendraient les colons assistés.

Une autre combinaison qui vise principalement les capitalistes, préconisée par M. Jules Saurin, secrétaire du *Comité du peuplement français en Tunisie* et déjà employée en Nouvelle-Calédonie par M. de Castries, est le *Prêt colonial*. Voici en quoi il consiste : Vous choisissez un jeune paysan, actif, sérieux et disposé à tenter la chance aux colonies si on lui prête le capital nécessaire. Vous prenez hypothèque sur la terre qu'il achète avec vos fonds et exigez même qu'il contracte une assurance sur la vie pour tout ou partie de la somme prêtée, afin de couvrir tous vos risques. Durant les trois ou quatre premières années vous n'exigez aucun intérêt de votre emprunteur et ces intérêts différés sont ajoutés au capital fourni. Vous ne demandez une rémunération qu'à partir de la quatrième ou de la cinquième année. C'est en somme le système naturel de l'assistance par la colonisation avec ceci en moins que l'assistance n'existe plus que de nom et que l'opération consiste tout simplement à risquer 10.000 francs pour en gagner 50.000 si elle réussit. De plus, ce système ne se conçoit guère que pour des individus isolés et non pour des

groupes importants. Nous préférons donc le premier, celui d'une société charitable aidant les colons à s'installer et *veillant sur eux par la suite* sans chercher à en tirer bénéfice.

II

Dans quelles colonies pourraient être installés les colons ?

Ici intervient la grande classification des colonies en colonies de peuplement, c'est-à-dire celles où l'Européen peut se fixer d'une manière définitive, créer une exploitation et exécuter lui-même des *travaux manuels*, et en colonies d'exploitation, ou de roulement comme les appelle M. de Lanessan, dans lesquelles l'Européen ne peut que diriger le travail en tirant parti de la main-d'œuvre indigène et où il ne peut séjourner plus d'un temps donné, un an, deux ans, trois ans, au bout desquels il est obligé de revenir en France passer plusieurs mois.

Ce sont, bien entendu, les premières seules qui nous intéressent, les autres ne sont bonnes que pour les gros capitalistes et leurs employés.

Les colonies françaises de peuplement sont : l'Algérie, la Tunisie, la Nouvelle-Calédonie, les hauts plateaux de Madagascar, les montagnes du Tonkin, quelques plateaux du Soudan et, pour des hommes particulièrement jeunes et sains, la Guyane.

Éliminons de suite les plateaux du Soudan et du Tonkin, peu propices à la petite colonisation. Au Tonkin,

pour entreprendre une exploitation agricole, il faut au moins 20.000 francs ; quant à l'utilisation des matières premières du pays (soie, coton, bois) qui offre de grandes chances de fortune, l'ouvrier européen ne peut lutter contre la concurrence de la main-d'œuvre indigène très bon marché.

A Madagascar, la seule région véritablement saine et où un Européen peut prendre racine au sol et cultiver lui-même ses terres, est trop restreinte et trop encombrée par les indigènes qui ont accaparé la presque totalité du sol cultivable. Les ouvriers de toutes professions auraient plus de chances de réussite. Restent la Guyane, l'Algérie, la Tunisie et la Nouvelle-Calédonie.

A la Guyane, les conditions actuelles de la colonisation, des routes, des cultures, de la main-d'œuvre, rendraient assez difficile une tentative de colonisation. Il vaudrait mieux la remettre à plus tard.

L'Algérie et la Tunisie devront être préférées pour des essais particuliers de petits groupes de deux ou trois familles, car les frais y sont plus élevés qu'en Nouvelle-Calédonie. M. Jules Saurin qui dirige en Tunisie une grosse entreprise, la *Société des fermes françaises de Tunisie*, estime à 12.000 francs le capital nécessaire pour l'exploitation, dans le pays, d'une ferme de 10 hectares, dont 5 en vignes. Ces 12.000 francs sont ainsi répartis : achat du terrain, 1.500 francs, construction 2.500 francs ; cheptel 1.000 francs ; divers 1.000 francs ; création d'un vignoble de 5 hectares, première mise de

fonds 6.000 francs. Une telle ferme, dit M. Jules Saurin, « rapporterait un chiffre brut de 5.000 francs à partir de la cinquième année. Il suffit de passer quelques jours aux environs d'Alger, de Bône ou d'Oran pour trouver des cultivateurs français vivant dans une large aisance sur un lot de cette étendue ».

Selon nous, le pays qui se prête le mieux à une colonisation de groupes est la Nouvelle-Calédonie. Elle jouit en effet d'un climat délicieux et d'une salubrité sans égale, supérieure même à celle des départements français les mieux dotés à cet égard. Nulle part on n'y trouve les fièvres paludéennes ou telluriques si redoutables même en Algérie et en Tunisie lors des défrichements. Aucune maladie spéciale telle que la dysenterie ne vient s'attaquer aux hommes de race blanche, même s'ils font les plus durs travaux. Son climat est celui du midi de la France : à Nouméa, la température ne descend pas au-dessous de 13° et ne dépasse que rarement 36°. La température moyenne est de 26° en été et de 20° en hiver. La densité de la population y est assez faible, 3 individus par kilomètre carré alors qu'à la Martinique il y a 191 habitants par kilomètre, à la Guadeloupe 94 et à la Réunion 65.

La terre y est fertile et se prête à des cultures variées : tabac, maïs, haricots, riz, manioc, luzerne, indigo, coton et surtout café. Ses mines, dont une principalement, celle de la Société *le Nickel* dont nous avons déjà parlé, donnent des promesses merveilleuses puisque

l'exportation du nickel qui n'était que de 37.253 tonnes en 1894 a atteint 57.639 tonnes en 1897 et 101.908 tonnes, représentant plus de 5 millions en 1899, les mines qui traversent actuellement une crise pourraient au besoin donner du travail aux colons. La main-d'œuvre enfin y fait partout défaut et les Européens y sont les bienvenus. Pour toutes ces raisons, nous donnerions la préférence à la Nouvelle-Calédonie pour une expérience de colonisation.

III

Le système qui nous semble devoir le mieux assurer l'avenir de l'OEuvre est celui du remboursement.

On fournirait à chaque famille assistée le passage gratuit, une concession d'une vingtaine d'hectares, une habitation couverte en chaume avec four, porcherie, poulailler, deux vaches, des truies, des volailles, lapins, des plants de café, des graines, des outils agricoles, des vivres au début ou des subsides représentant des vivres, l'entretien de deux ouvriers. Un pâturage commun serait annexé au village créé et chaque maison aurait sa luzernière et son potager.

Ces avances, pour une famille de cinq personnes, composées du père, de la mère et de trois enfants de quinze à six ans, peuvent être évaluées à 5.500 francs : on en verra le décompte plus loin. Ces avances seraient remboursables, à partir de la sixième année, en 15 annuités de 300 francs chacune avec un intérêt de

1 1/2 0/0. Il nous semble que cet intérêt serait avantageux, car, tout en grevant fort peu le colon, il sauvegarderait entièrement sa dignité, en ferait un travailleur absolument libre et pourrait servir à créer par exemple une caisse de retraite pour les vieillards.

Le nombre de familles à envoyer devrait être de 200 ou 300, et tout devrait être absolument prêt le jour de leur arrivée, de façon qu'elles puissent se mettre immédiatement à l'ouvrage. On choisirait le mois de mars comme date de leur départ, afin qu'elles arrivent à destination au commencement de la saison fraîche, c'est-à-dire à l'époque de l'année où toutes les cultures peuvent être entreprises avec succès.

La culture à laquelle s'adonnerait de préférence le groupement serait le café, puisque, de l'avis de tous ceux qui se sont occupés de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie et en particulier de M. Feillet, c'est la plante qui est appelée à être la richesse du pays, surtout à partir du jour où on supprimera le droit de 0,78 par kilogramme dont est frappé à son entrée en France, le café provenant de nos colonies.

A côté du café, on pourrait essayer la culture du tabac : la consommation locale y est annuellement de 40 tonnes et ne saurait suffire à offrir un débouché suffisant, mais on devrait le cultiver en vue de l'exportation. En effet, on peut faire, dans une année favorable et sur le même pied, deux et même trois récoltes, et on hectare peut produire de la sorte près de 2.000 kilog.,

lesquels se vendent à raison de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 le kilog., suivant la qualité.

Je ne parle pas du coton, de l'indigo, de la vanille, du caoutchouc, lesquels, une fois l'île plus peuplée et la main-d'œuvre assurée, pourraient peut-être donner des résultats excellents. Cela regarderait le directeur du groupe, agronome éprouvé, et qui serait chargé des essais de culture.

Chaque colon aurait, comme nous l'avons dit, sa luzernière ; la luzerne réussit en effet admirablement en Nouvelle-Calédonie et ne donne jamais moins de six coupes par an. Mais, un principe essentiel étant que, pour arriver à se tirer d'affaire, le colon doit produire presque tout ce qui est nécessaire à sa subsistance quotidienne, il devra veiller soigneusement à l'entretien de son potager et des cultures sarclées (maïs, haricots, etc.) qui peuvent pendant deux ans être intercalées entre les rangées de caféiers. Il cultivera en même temps les pommes de terre, les patates, le manioc, qui contribuent à la nourriture de la famille, de la basse-cour et de la porcherie. Les vaches fourniront le lait nécessaire, une bière de ménage faite de maïs et de houblon dispensera de recourir au vin.

Ceci dit, et d'après une notice publiée par le ministre des colonies, voici quel serait pendant 3 ans le budget de cette famille de 5 personnes que nous prenons comme type.

PREMIÈRE ANNÉE.

	Dépenses	Recettes
Construction de la maison avec four, porcherie, etc.	700	
Achat de 2 vaches, 2 truies, volailles, lapins, plants de café, outils, graines, etc.	500	
Entretien de la famille	1.200	
2 ouvriers à 700 francs chacun.	1.400	
	<u>3.800</u>	
Récoltes pour cette année : 4 tonnes maïs, 1 tonne haricots, volailles, etc., charroi payé, environ		900
Déficit.		<u>2.900</u>
Il a été planté 4.000 caféiers.		

DEUXIÈME ANNÉE.

Frais d'entretien de la famille, réduits par les produits plus abondants du potager, de la basse-cour	1.100	
Nourriture et salaire des ouvriers atténués comme dessus	1.200	
	<u>2.300</u>	
Récoltes secondaires, augmentation des premiers produits de la porcherie		1.100
Déficit.		<u>1.200</u>
Achevé la plantation de 10.000 caféiers . . .		

TROISIÈME ANNÉE.

Dépenses comme pour la deuxième année . . .	2.300	
Produits secondaires : porcherie, œufs, volailles, etc.		800
Récolte sur caféiers plantés la 1 ^{re} année, à 0 fr. 25 par pied.		250
		<u>1.050</u>
Déficit.		<u>1.250</u>

Les récoltes intercalaires ont été supprimées durant cette année et reportées sur les terrains réservés à leur culture.

Récapitulation des années.

Première année.	2.900
Deuxième —	1.200
Troisième —	1.250
	5.350

Dans le courant de la quatrième année, la plantation de café du début peut rapporter en moyenne 200 grammes par pied, celle de la seconde année 25 grammes. La porcherie est formée, le poulailler accru, un noyau de troupeau de race bovine constitué. Les assistés sont arrivés à balancer avec leurs récoltes les dépenses d'exploitation; l'année suivante inaugurera pour eux la période de production. La Société les aidera alors pour l'acquisition des moulins et ventilateurs nécessaires à la préparation du café. Année moyenne, le colon pourra compter sur un produit de 0 fr. 75 par caféier. Il disposera à ce moment d'un revenu annuel de 1.500 francs lui permettant de multiplier ses plantations et, s'il réussit, de conquérir après un nouveau délai de cinq ou six années, la très large aisance dont jouit en tout pays le propriétaire d'une plantation de 30.000 caféiers.

Pour un célibataire la dépense serait à peu près la même, car il serait obligé d'avoir recours à plus de main-d'œuvre étrangère.

IV

Reste le choix des colons. C'est là un point très délicat.

Ce sont les œuvres d'assistance par le travail qui seraient chargées en grande partie de ce recrutement. Les assistés pourvus de famille qu'elles jugeraient dignes, après un stage d'au moins 6 mois, d'être envoyés aux colonies seraient signalés à la Société qui ferait une enquête à leur sujet et les ferait examiner par ses médecins. Certains pourraient même, si la Ville de Paris y consentait, être envoyés à la colonie agricole de La Chalmelle où ils subiraient un nouveau stage. En outre, sur les 37.000 enfants de 1 à 21 ans que la Ville entretient dans ses colonies agricoles, futurs clients des bureaux de bienfaisance qui lui coûtent, en attendant, 8 millions par année, quelques-uns pourraient être préparés spécialement à la colonisation et aux cultures tropicales. Pour le premier envoi, il ne serait du reste pas bien difficile de recruter, pendant l'année qui serait nécessaire à l'organisation de la colonie, 250 familles intéressantes et courageuses.

La première année, car on se tromperait fatalement sur le compte de quelques-uns des colons, il y aurait des défections, mais ceux qui resteraient seraient toujours en nombre suffisant pour assurer l'avenir du centre créé. Ces défections proviendraient surtout du manque d'adaptation des assistés à leur vie nouvelle ; il ne

faut pas oublier en effet que les colons envoyés là-bas seraient, en majorité, des demi-citadins, des gens qui auraient abandonné la campagne pour venir échouer dans les asiles des villes. Nullement préparés aux cultures coloniales, ayant même perdu aussi, il faut bien le dire, le goût d'un travail aussi soutenu que celui qui les attendrait, quelques-uns seraient vite la proie du découragement et du *spleen*. C'est là que serait le gros écueil, c'est à cause de cela que quatre ou cinq années de tâtonnements seraient nécessaires, afin de laisser s'opérer d'elle-même la sélection naturelle grâce à laquelle resteraient seuls ceux présentant des chances de réussite. Pendant ce temps on n'expédierait presque plus personne et la Société veillerait toujours avec sollicitude sur tout ce qui pourrait améliorer la situation de ses assistés, n'hésitant pas au besoin à leur fournir de nouveaux outils ou de nouvelles bêtes, à favoriser l'installation d'usines, à traiter avec les gros commissionnaires en cafés pour l'écoulement de la production de la colonie. C'est de cet appui constant et assuré que dépendrait le succès qui, alors, serait certain.

Par la suite, cela serait beaucoup plus facile. Rien n'empêcherait d'exiger, de tout nouveau colon assisté, un stage d'au moins une année chez un colon précédemment installé où il remplirait l'office de garçon de ferme. Il s'initierait ainsi à la vie et à la culture de la colonie et c'est seulement après ce stage qu'on l'installerait.

Si, par conséquent, des familles de cultivateurs dans le besoin devaient être préférées au début, il serait possible d'envoyer, ensuite, des célibataires enlevés à la misère des villes. Pour les femmes de ces colons on les trouverait facilement grâce à la *Société française d'émigration des femmes*.

V

Après les cultivateurs ce serait alors le tour des ouvriers, des artisans. Les centres créés et prospères auraient besoin d'objets de consommation courante et pourraient les payer. Cordonniers, maçons, tailleurs, charpentiers trouveraient du travail ; la vie économique s'organiserait toute seule, le commerce local prendrait de l'importance, exportations et importations augmenteraient et les industries pourraient se créer ; l'élevage qui ne fait que commencer en Nouvelle-Calédonie, prenant de l'importance, des fabriques de viande conservée se formeraient, source de travail pour les ouvriers, débouché tout trouvé pour les colons. Tous les ans, une centaine de familles envoyées par les communes de France, d'autres immigrants volontaires appelés par le besoin de main-d'œuvre dans la colonie, grossiraient les villages nouveaux, en fonderaient d'autres que des routes relieraient entre eux. Une Melbourne ou une Sidney naîtrait peut-être ainsi, car, qu'y aurait-il d'impossible à ce que la Nouvelle-Calédonie suive l'exemple de sa grande voisine l'Australie ? Et quinze années suffiraient pour cela, pour créer l'embryon de grandes cités futu-

res. Quand le peuplement d'une colonie serait achevé et que 15 ou 20.000 Français y vivraient dans l'aisance au lieu de mourir de faim dans la mère-patrie, alors on songerait à un autre pays et on fournirait à de nouvelles terres françaises les bras qui leur manquent.

Les écoles y seraient organisées suivant un mode rationnel. Les classes, très courtes, seraient coupées par des récréations prolongées et des heures nombreuses passées au potager et à l'atelier. On essaierait de rendre ainsi le travail attrayant et utile et de transformer les études classiques en de profitables leçons de choses.

Mais pour tout cela, il faudrait beaucoup d'argent, deux millions environ pour les cinq premières années. Ensuite les sommes que rembourseraient ceux des assistés qui auraient réussi diminueraient d'autant les frais, de même que l'émigration spontanée, plus importante d'année en année et provoquée par les offres de travail dans la colonie diminuerait dans une proportion notable les envois à titre onéreux.

Ces deux millions et les trois cent mille francs annuels nécessaires, les œuvres de bienfaisance, l'État, les communes les trouveraient bien vite si l'initiative puissante de quelque grand esprit et la générosité de quelques premiers fondateurs donnaient le mouvement. Cela ne serait pas payer trop cher le sauvetage de plusieurs centaines de malheureux et peut-être l'affaiblissement du malaise social qu'entretiennent le manque d'ouvrage et le taux des salaires trop bas pour la cherté de la vie.

CONCLUSION

Quelques lignes suffiront.

L'Assistance officielle est insuffisante, étant provisoire.

L'Assistance par le travail est limitée par la possibilité même d'avoir du travail et se heurte à ce résultat logique : l'ouvrage qu'elle fournit à ses assistés, elle l'enlève à des travailleurs auxquels il finit par faire défaut ; elle les met ainsi dans la nécessité d'avoir peut-être recours à elle par la suite. De plus, elle ne peut employer éternellement l'assisté.

L'État favorise l'émigration de ses nationaux ayant un petit capital ; mais le nombre de ceux qui sont assez aventureux pour aller tenter fortune au delà des mers n'est pas suffisant pour assurer le peuplement de nos colonies.

Pourtant il faut les peupler.

Pourtant il faut aussi permettre aux indigents de vivre.

Une tentative d'assistance par la colonisation serait extrêmement difficile, nous sommes le premier à le reconnaître, mais il suffit qu'elle soit possible. Or, elle

l'est. La colonisation de la *Jewisch Colonization Association* en Argentine le prouve, de même que le prouve aussi l'échec de tous les autres essais, car cet échec n'est survenu que par suite des mauvaises conditions dans lesquelles ils ont été entrepris.

Il n'est besoin pour tenter un pareil projet que de beaucoup d'argent et d'une surveillance suivie et intelligente du groupement créé pendant dix années. C'est ce qu'il nous a paru utile et intéressant de montrer, c'est ce que nous ne désespérons pas un jour de voir réussir.

Vu :

Le Président de la thèse,
ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Carol (Jean).** — La Nouvelle-Calédonie, 1 vol. 1900.
- Chailley-Bert.** — L'Education et les colonies.
— Colonisation de l'Indo-Chine.
— Java et ses habitants, 1900.
- Chevallier (Emile).** — L'assistance dans les campagnes, 1 vol. 1889.
— La loi des pauvres et la société anglaise, 1 vol. 1893.
- Cheysson.** — L'assistance et le groupement des communes.
- Fleury-Ravarin.** — De l'assistance communale en France, 1 vol.
- Foucart (Georges).** — Le commerce et la colonisation à Madagascar, 1 vol. 1894.
- Fournier (René).** — Notice sur Madagascar, 1900.
- Gibert (D^r).** — Rapport présenté au 2^e Congrès national d'assistance tenu en 1897 au Havre et à Rouen.
- Guide de l'émigrant à Madagascar,** 3 vol. 1899 (Arm. Colin, éd.).
- Les Juifs de Russie** (*Recueil d'articles et d'études sur leur situation, légale, sociale et économique*, 1 vol. 1891 (L. Gerf, éd.).
- Lecour (J.).** — La Charité à Paris, 1 vol. 1876.
- Lemire (Ch.).** — Le peuplement de nos colonies, 1 vol. 1900.
— La colonisation française en Nouvelle-Calédonie.
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — De la colonisation chez les peuples modernes.
- Monod (Henri).** — L'assistance publique en France en 1889 (discours prononcé à l'ouverture du Congrès international d'assistance le 28 juillet 1889).
— Statistique des dépenses publiques d'assistance, 1 vol. 1900.

Notice à l'usage des travailleurs qui veulent s'établir dans la Guyane française (Cayenne, imprimerie du Gouvernement, 1885).

Nielly (H.). — L'assistance publique à domicile dans Paris, 1 vol.

Piolet. — La France hors de France, 1 vol. 1900.

Pocquet (B.). — De l'assistance publique, 1 vol.

Pradt (de). — La France, l'émigration et les colonies, 4 vol.

Rapport du Directeur de l'Office colonial, 1900.

Rouquette (Jules). — La colonisation à travers les principaux peuples anciens et modernes, 1 vol. 1889.

Saurin (Jules). — L'invasion sicilienne et le peuplement français de la Tunisie.

Vignon (Louis). — L'exploitation de notre empire colonial, 1 vol. 1900.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

ASSISTANCE.

CHAPITRE PREMIER. — L'assistance publique.

Dépenses de l'Assistance publique ; nombre des indigents. — Fonctionnement de l'assistance officielle. — L'assistance dans les campagnes. — Bureaux de bienfaisance. — L'assistance légale en Angleterre et en Allemagne. — L'Assistance publique à Paris. 5

CHAPITRE II. — Les indigents valides.

Indigents valides : leur nombre. — Inutilité et immoralité du secours provisoire. — Le nombre des indigents ne diminue pas, les dépenses d'assistance augmentent. — Nécessité de suppléer à l'insuffisance de l'assistance publique. 18

CHAPITRE III. — L'assistance par le travail.

L'assistance par le travail. — Son but. — Les services qu'elle est appelée à rendre. — A qui elle est due. — Son fonctionnement. — Revue des principales œuvres d'assistance par le travail en France. — A l'étranger. — La colonie de la Chalmelle. — Insuffisance fatale de l'assistance par le travail. — Son complément par l'assistance par la colonisation. La tentative anglaise de 1834 26

DEUXIÈME PARTIE COLONISATION.

CHAPITRE PREMIER. — Nécessité de la colonisation.

Le Français n'émigre pas. — Il faut émigrer pour développer notre commerce et notre marine ; — pour enrayer la dépopulation de la France et faciliter l'existence du paysan et de l'ouvrier ; — pour tirer de nos colonies tous les bénéfices qu'elles peuvent donner. — L'encombrement italien en Tunisie. — La main-d'œuvre pénale. — Nécessité de peupler nos colonies. 49

CHAPITRE II. — Comment l'Etat et les colonies facilitent la colonisation.

Avantages accordés aux colons. — A quelles conditions. — Conditions particulières à chaque colonie. — *L'Union coloniale française*. 68

TROISIÈME PARTIE L'ASSISTANCE PAR LA COLONISATION.

CHAPITRE PREMIER. — Tentatives de colonisation par l'assistance.

Les deux essais de la *Société française de colonisation* en Nouvelle-Calédonie. — Tentative d'établissement de libérés. — Autres essais de colonisation par l'assistance en Nouvelle-Calédonie. — Tentative anglaise de 1894 en Australie. — Causes d'échec. 83

CHAPITRE II. — Deux sociétés d'assistance aux colons.

La *Société d'aide et de protection aux colons*. — Son but, ses moyens d'action, ses statuts. — La *Société française d'émigration des femmes*. 95

CHAPITRE III. — La Jewish colonization association.

Historique. — La situation des Israélites en Russie ; l'œuvre du baron de Hirsch ; ses différentes périodes. — Principes essentiels de la

Jewish colonization association. — Le système du remboursement des avances ; le *selfgovernment*. — Administration. A Paris. Dans la colonie. — Les cultures, l'élevage. — Les écoles, les bibliothèques. — Le service sanitaire. — Résultats. — L'œuvre de transplantation et d'adaptation a parfaitement réussi 102

CHAPITRE IV. — L'assistance par la colonisation est-elle possible ?

Causes de réussite de la *Jewish colonization association*. — Conditions de réussite nécessaires au succès de toute tentative analogue. — L'assistance par la colonisation est possible 124

CHAPITRE V. — Projet d'assistance par la colonisation.

Qui peut se charger d'une pareille entreprise. — Choix d'une colonie. — Principe du remboursement. — Les cultures. Les dépenses par famille. — Choix des colons. — Avenir de l'œuvre. 129

CONCLUSION 143

BIBLIOGRAPHIE 145

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
